



Commission
européenne

PANORAMA

Perspectives sur la politique régionale et urbaine de l'Europe

ÉTÉ 2020 / N° 73

L'Émilie-Romagne
ouvre la voie
vers un avenir
plus intelligent

PRENDRE LES
DEVANTS FACE
À LA COVID-19



LE RÔLE
D'INTERREG
DANS LE PACTE
VERT POUR
L'EUROPE



Politique
régionale et
urbaine

PANORAMA

SOMMAIRE

ÉDITORIAL: Elisa Ferreira, commissaire européenne en charge de la cohésion et des réformes	3
LA POLITIQUE DE COHÉSION FACE AU DÉFI DE LA COVID-19: des mesures extraordinaires ont été mises en œuvre pour contribuer à préserver la vie et les moyens de subsistance des citoyens de l'UE	4
LES FONDS DE L'UE AIDENT LES ENTREPRISES À SURVIVRE À LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS: instruments financiers et initiatives visant à répondre aux besoins émergents	14
POINT D'INFORMATION: les priorités de la politique de cohésion pour investir dans la santé et le bien-être à l'échelon régional.....	16
INTERREG, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET PACTE VERT POUR L'EUROPE: collaborer pour relever les défis actuels, notamment le changement climatique	18
LA STRATÉGIE DE L'UE POUR LA RÉGION DE L'ADRIATIQUE ET DE LA MER IONNIENNE SOUHAITE LA BIENVENUE À LA MACÉDOINE DU NORD: renforcement de la coopération et du dialogue régionaux	24
ÉMILIE-ROMAGNE: utiliser de manière optimale les fonds de l'UE et tirer parti de ses atouts pour favoriser un environnement innovant et intelligent pour les générations à venir	26
CHAQUE PHOTO RACONTE UNE HISTOIRE: sélection des contributions gagnantes du concours de cartes postales #EU in my Region.....	36
#EUREGIONSWEEK: TROIS EN UN: plus de temps pour couvrir l'évènement phare de la DG REGIO, sur le terrain et en mode virtuel	38
LA PAROLE EST À VOUS: les villes, au premier plan de la reprise économique et sociale de l'UE	39
LA COMMUNAUTÉ DE L'AUDIT DONNE UNE ASSURANCE AUX FONDS ESI: les auditeurs de la Commission et des États membres se partagent les responsabilités de la gestion des fonds	40
CARTES: mouvements de population au sein de l'UE et entre les régions	42
PROJETS: profils de projets réussis provenant d'Irlande, d'Irlande du Nord, d'Europe centrale, de Belgique et des Pays-Bas	44



4



18



24



26



36



44

ÉDITORIAL

Du statut de premier intervenant à celui de bâtisseur écologique: la politique de cohésion accompagne la reprise

Les derniers mois ont été difficiles pour nous tous. Je tiens à exprimer ma plus profonde sympathie à tous ceux qui ont perdu leur travail, à ceux qui ont dû mettre leur vie sur «pause» et à ceux qui ont été malades. J'adresse également mes plus sincères condoléances à ceux qui ont perdu des êtres chers.

En dépit de ces moments difficiles, il y a raison d'être confiant. On reproche souvent à la politique de cohésion d'être lente et lourde, mais dans cette crise, sa réponse a été rapide et légère. L'Initiative d'investissement en réponse au coronavirus nous a permis de mobiliser rapidement les fonds non affectés des programmes actuels. Dès avril, la fourniture de ventilateurs et de masques était déjà assurée, et les entreprises et les travailleurs bénéficiaient déjà d'un soutien. Nous avons mobilisé rapidement jusqu'à 50 milliards d'EUR, ce qui fait de nous un premier intervenant européen dans la crise.

Il n'est donc pas surprenant que nous soyons l'épine dorsale de la réponse historique de l'Europe à la pandémie. Dans le cadre de l'instrument «Next Generation EU», la Commission a proposé de débloquer une enveloppe de 750 milliards d'EUR supplémentaires en faveur du budget à long terme de l'UE pour la période 2021-2027. Je soutiens depuis toujours que la solidarité et la convergence devraient jouer un rôle de premier plan dans cette reprise. Je me félicite que ce paquet soit marqué par l'ADN de la cohésion, des objectifs aux méthodes de mise en œuvre.

Les propositions prévoient notamment un financement nouveau pour la politique de cohésion. REACT-EU ajoutera 55 milliards d'EUR aux programmes de cohésion actuels, qui seront alloués à l'aune de la gravité de la crise dans chaque pays ainsi que de la prospérité relative du pays. REACT-EU est un nouvel objectif thématique qui met l'accent sur la réparation des dégâts de la crise et la relance de l'économie.

Pour ce faire, il y a lieu de soutenir les secteurs les plus durement touchés – notamment la santé, le tourisme et la culture – et d'accompagner la double transition. Il n'est aucunement question d'imprimer une nouvelle orientation à la politique, mais plutôt de jeter un pont au-dessus du terrain accidenté que représente la crise de la COVID-19 afin que nous puissions renouer avec notre objectif à long terme: la convergence territoriale par le biais d'une transition verte et numérique pour chaque région.



Les propositions prévoient également de quintupler l'enveloppe budgétaire du nouveau Fonds pour une transition juste, la faisant passer de 7,5 à 40 milliards d'EUR. En outre, nous avons proposé d'apporter des modifications aux programmes de cohésion à plus long terme afin de soutenir les secteurs les plus durement touchés et d'accorder aux États membres plus de latitude dans le transfert des fonds entre les différents fonds de cohésion.

Combinés, ces changements injectent près de 100 milliards d'EUR d'argent frais dans les programmes de cohésion actuels et futurs. Je tiens à remercier chaleureusement tous ceux et celles qui ont contribué à la réalisation de ces changements rapides. Nous devons toutefois veiller à ce qu'ils soient mis en œuvre correctement et qu'ils améliorent la vie des citoyens.

Et nous allons joindre le geste – écologique – à la parole. En effet, ce numéro du magazine *Panorama* sera le dernier à passer sous presse, une démarche qui s'inscrit dans notre transition vers une publication entièrement numérique.

Nous vous souhaitons une bonne lecture! Prenez soin de vous cet été – et soyez prudents. ■

Elisa Ferreira

*Commissaire européenne
en charge de la cohésion et des réformes*



La politique de cohésion face au défi de la COVID-19

L'Europe se trouve à l'épicentre de la pandémie de coronavirus, qui représente un défi sans précédent pour l'UE. Alors que le continent européen assiste à la levée progressive des mesures de confinement, les conséquences à long terme de cette crise mondiale de santé publique commencent à se faire sentir. La politique de cohésion et la coopération territoriale jouent un rôle crucial dans le renforcement de la capacité de l'Europe à répondre à la situation d'urgence et à ses conséquences désastreuses.

L'UE a pris des mesures extraordinaires pour préserver la vie et les moyens de subsistance de ses citoyens et a déployé un soutien tous azimuts pour aider les États membres à assurer la sécurité de leurs populations. Cette réponse comprend des mesures visant à faire face à la situation d'urgence immédiate et est assortie de politiques et de plans qui permettront à l'Europe de se rétablir. Le soutien actuel est très varié, allant de l'assistance au rapatriement des citoyens bloqués à l'étranger à l'introduction de mesures provisoires visant à exploiter toute la flexibilité des règles de l'UE en matière d'aides d'État.

La Commission européenne a dévoilé, en mai 2020, ses projets pour un vaste plan de relance pour l'Europe sous l'égide du cadre financier pluriannuel (CFP). Ce plan vise à mobiliser un

montant astronomique de 2 400 milliards d'EUR afin d'aider les États membres à réparer les dégâts causés ces derniers temps et mettre en œuvre des changements d'importance cruciale pour l'avenir. En particulier, il va canaliser les investissements consacrés à la reconstruction pour bâtir une Europe équitable, inclusive, numérique, plus verte et plus résiliente.

Financer l'avenir

Il y a lieu de renforcer le prochain budget à long terme de l'UE pour la période 2021-2027 afin de soutenir ce plan: la proposition révisée présentée par la Commission européenne porte sur un total de 1 850 milliards d'EUR. Elle combine un budget à long terme potentiel de 1 100 milliards d'EUR et une enveloppe supplémentaire de 750 milliards d'EUR qui sera injectée par un nouvel instrument temporaire: l'outil d'urgence «Next Generation EU», alimenté par des fonds levés sur les marchés financiers.

L'investissement colossal prévu dans le cadre du plan de relance doit être mis en œuvre par le biais d'un éventail d'instruments, notamment REACT-EU (acronyme de «Recovery Assistance for Cohesion and the Territories of Europe» ou Soutien à la reprise en faveur de la cohésion et des territoires d'Europe).

Un budget de 55 milliards d'EUR a été proposé pour cette nouvelle initiative, qui sera redistribué en tant que financement supplémentaire pour accroître les budgets alloués au FEDER, au FSE et au Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD). Ce soutien est réservé aux régions et aux États

Initiative d'investissement+ en réaction au coronavirus (CRII+) de l'UE



Flexibilité dans l'utilisation des Fonds structurels

Entre fonds, régions et thèmes & 100% taux de cofinancement de l'UE



Mieux protéger les plus démunis

Apporter une aide alimentaire et une assistance matérielle de base sous forme de titres électroniques



Soutien aux secteurs essentiels

Mesures supplémentaires et flexibilité pour aider les agriculteurs, les pêcheurs et les secteurs de l'agroalimentaire et des produits de la mer

membres les plus durement touchés par la pandémie. Ils bénéficieront également des changements généraux proposés à la politique de cohésion visant à faciliter leur reprise – notamment un soutien accru aux travailleurs et des mesures de lutte contre le chômage des jeunes et la pauvreté des enfants.

L'élargissement du champ d'application des États membres en ce qui concerne le transfert de ressources entre les fonds de l'UE représente une autre amélioration annoncée pour la politique de cohésion après 2020. Cette démarche est le fruit de l'engagement continu envers la promotion de la compétitivité économique stimulée par la recherche et l'innovation, à réaliser la transition numérique, à mettre en œuvre le Pacte vert pour l'Europe et à promouvoir le socle européen des droits sociaux. Dans ce contexte plus large, les perspectives pour la politique de cohésion dans le cadre de la proposition de budget à long terme révisé prévoient également d'améliorer la préparation des systèmes de santé et d'exploiter davantage le potentiel de la culture et du tourisme.

Prendre l'initiative

Une marge de manœuvre supplémentaire dans la réattribution des fonds a déjà été accordée dans le cadre de l'Initiative d'investissement+ en réaction au coronavirus (CRII+), qui prévoit également une modification temporaire des règles de cofinancement des programmes de la politique de cohésion. Cette adaptation permet à l'UE de financer entièrement les mesures des États membres liées à la crise au cours de l'exercice comptable 2020-2021.

Une disposition similaire s'applique au FEAD, pour lequel une série de règles ont été adaptées à l'évolution du contexte. Le paquet CRII+ prévoit également certaines modifications applicables au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche.

La CRII+ a été lancée afin de compléter la première Initiative d'investissement en réaction au coronavirus (CRII), créée en mars 2020. Le paquet CRII a activé 37 milliards d'EUR de fonds non affectés de la politique de cohésion pour soutenir les États membres.

Il a également permis aux États membres de consacrer les fonds de cohésion à des dépenses liées à la COVID-19, par exemple pour investir dans leurs systèmes de soins de santé. REACT-EU aura recours aux mesures introduites par ces deux initiatives et les développera plus avant. ➤



LES UNITÉS DE SANTÉ MOBILES DONNENT UN COUP DE POUCE



BIENVENU

Les habitants des municipalités de Condeixa-a-Nova et de Montemor-o-Velho, dans la région de Coimbra au Portugal, pourront bientôt compter sur le soutien d'unités de santé mobiles: un projet soutenu par le FEDER s'attache à équiper deux véhicules qui seront mis à la disposition d'équipes de soins de santé et de soutien psychologique et social.

Le nouveau service multidisciplinaire accorde une attention particulière aux personnes, familles ou groupes vulnérables. Son déploiement initial sert de phase pilote, un déploiement plus vaste étant prévu à un stade ultérieur.

<https://europa.eu/!br93KY>

Une troisième modification apportée dans le cadre du paquet CRII concerne l'ajout des crises de santé publique à la liste des situations d'urgence qui relèvent du Fonds de solidarité de l'UE (FSUE). Créé en 2002 en réponse aux graves inondations qui ont frappé l'Europe centrale, le FSUE a pour vocation de soutenir les régions européennes en cas de catastrophe naturelle. À ce jour, il est venu en aide à 24 pays européens, apportant une contribution totale de plus de 5,5 milliards d'EUR.

L'ajout des urgences sanitaires majeures aux situations dans lesquelles l'aide du FSUE peut être demandée permet non seulement aux États membres, mais aussi aux pays ayant entamé des négociations d'adhésion à l'UE, de solliciter une contribution aux dépenses publiques liées à la crise.

Il y a évidemment des critères à remplir pour bénéficier de l'aide du FSUE pour lutter contre la COVID-19: les dépenses doivent dépasser 0,3 % du revenu national brut du pays ou être supérieures à un montant total de 1,5 milliard d'EUR (en prix de 2011) et être réalisées dans les quatre mois suivant l'introduction de la première mesure publique du pays visant à faire face à la crise.

Les pays qui sollicitent cette aide ont été invités à remplir leur demande avant le 24 juin 2020. Au total, le FSUE prévoit d'octroyer une aide de 800 millions d'EUR maximum pour 2020.

Enfin, une aide complémentaire est disponible au titre du nouvel instrument d'aide d'urgence (Emergency Support Instrument ou ESI). Ce mécanisme d'aide, doté d'un budget de 2,7 milliards d'EUR, vise à compléter les autres instruments de l'UE. Il renforcera la capacité de l'Union à répondre directement aux situations de crise, notamment en facilitant le transport transfrontalier de patients en provenance de zones durement touchées vers des hôpitaux non saturés.

RENFORCER LA SÉCURITÉ SANITAIRE

Équipement de protection individuelle destiné au personnel de cinq centres médicaux accueillant des cas suspectés ou confirmés d'infection à la COVID-19, et masques pour les habitants de la région: un projet polonais lancé grâce au concours financier de la politique de cohésion contribue à protéger les habitants de la voïvodie de Łódź, en Pologne. Des informations sur les recommandations liées à l'utilisation des masques et à l'hygiène ont également été fournies.

Un autre projet à l'appui des services de santé de la région prévoyait l'achat de matériel médical de première nécessité. Au total, 79 ventilateurs et 34 ambulances ont été fournis dans le cadre du projet. Le projet a également permis d'acquérir des appareils de radiographie, d'échographie, d'anesthésie et des électrocardiographes ainsi que des moniteurs cardiaques, des défibrillateurs, des pompes à perfusion, des oxymètres de pouls et des spiromètres, sans oublier du matériel de décontamination, des matelas et du savon.

<https://europa.eu/!Uh99MV>



LES CENTRES COMMUNAUTAIRES TIRENT PARTI DE L'INTERNET



Rester en contact pendant le confinement à Lille: un projet lancé en 2017 visant à connecter huit centres communautaires de cette ville de France leur a permis de poursuivre leurs activités malgré la fermeture de leurs portes. Ces centres ont fourni leurs services en ligne et par téléphone, en tirant parti de l'investissement du projet dans les solutions numériques visant à amplifier l'action des centres afin de renforcer la qualité de vie et la participation civique des citoyens.

Ils font la promotion de l'innovation sociale et de la médiation, leur but étant de renforcer les liens sociaux et de favoriser l'expression collective. Dans le cadre de leur activité conjointe dans le projet, ils entrent également en contact avec des centres de toute la région pour diffuser l'approche. Le projet, dont le budget total s'élève à 350 000 EUR, bénéficie d'une contribution du FEDER à hauteur de 210 000 EUR.

<https://europe-en-hautsdefrance.eu/mon-centre-social-a-la-maison/>

MISE EN RELATION DES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT ET DES FOURNISSEURS D'EPI

Vous produisez du tissu destiné à une utilisation dans le secteur des soins de santé? Ou vous cherchez à vous procurer des masques, des tabliers médicaux ou du matériel similaire? Une base de données permet désormais de mettre en relation les fabricants et les acheteurs de ces produits. Cette initiative est le fruit du projet TEX-MED ALLIANCES, financé par l'UE, mis en œuvre dans le cadre du programme IEV CTF Med.

Le projet a été lancé dans le but de sceller des alliances transfrontalières entre les entreprises privées du secteur textile. Il s'emploie à cartographier les capacités industrielles (en Égypte, en Grèce, en Italie, en Jordanie, en Palestine, en Espagne et en Tunisie) pour la production d'articles d'EPI comme des masques autofiltrants et des gants de protection.

Le plan prévoit également de cartographier les différents acteurs en fonction de leur spécialité. «Nos régions détiennent des compétences dans différents domaines», déclare Monica Olmos, cheffe de projet. «La combinaison de ressources pourrait constituer une solution: par exemple, produire des masques filtrants en Tunisie à partir de textiles fabriqués en Espagne ou en Italie».

<http://www.enicbmed.eu/projects/tex-med-alliances>



Interreg



30 years together

CONJUGUER LES EFFORTS DANS LE NORD

Lorsque presque tous les pays d'Europe ont subitement mis en place des mesures de confinement, un groupe d'experts de la région du programme «Northern Periphery and Arctic (NPA)» (Périphérie nord et Arctique) a misé sur la collaboration afin de mieux cerner les mesures qui permettraient de répondre à la pandémie de coronavirus.

Le groupe de réponse à la COVID-19 rattaché au NPA est un groupe informel d'experts qui ont participé ou dirigé un projet de santé en ligne relevant du NPP ou du NPA. Le groupe a rapidement rassemblé 40 experts de la santé ayant manifesté un intérêt (cliniciens, gestionnaires des services de santé et experts en technologies numériques) issus de sept pays de la région couverte par le NPA. Il se penche sur différents aspects où une réponse commune peut s'avérer productive: aspects cliniques, santé et bien-être, solutions technologiques, réponse communautaire et conséquences économiques.

<http://www.interreg-npa.eu/covid-19/npa-covid-19-response-group/>



Interreg



30 years together

ASSISTANCE TRANSFRONTALIÈRE POUR LES PATIENTS FRANÇAIS



L'Allemagne, le Luxembourg et la Suisse ont mis plus de 100 lits à la disposition de patients gravement malades originaires de la région du Grand Est en France, particulièrement frappée par la pandémie.

SHG-Kliniken Völklingen, en Allemagne, a admis des patients atteints de la COVID-19 provenant de France qui avaient besoin d'une aide vitale immédiate. Cet hôpital, basé dans la Grande Région, à cheval sur l'Allemagne, la Belgique, la France et le Luxembourg, bénéficie de plusieurs projets de coopération transfrontalière d'Interreg soutenus par l'UE, comme SANTRANSFOR et COSAN.

La Fédération des hôpitaux luxembourgeois, qui compte actuellement 10 hôpitaux et cliniques spécialisées établis au Luxembourg, a mobilisé ses membres afin de pouvoir accueillir des patients de France et de la Grande Région. L'hôpital de Cerdagne, situé à la frontière entre l'Espagne et la France, a traité des patients atteints de la COVID-19 originaires des deux pays.

<https://bit.ly/2047UYO>

Interreg  



UN JUDEȚ SE TIENT PRÊT

L'hôpital municipal Caritas «Roșiorii de Vede», situé dans le județ de Teleorman en Roumanie, a été désigné comme hôpital de soutien pour le traitement des patients atteints de la COVID-19. Pour aider cet hôpital à se préparer à l'éventualité d'un afflux massif de patients gravement malades, l'hôpital municipal de Zimnicea a prêté à l'hôpital Caritas deux injecteurs, trois moniteurs de fonctions vitales et un appareil d'anesthésie générale.



Ce matériel a été confié à l'hôpital Caritas jusqu'à ce que tous les patients atteints de la COVID-19 aient été traités. Il a été acquis grâce aux fonds octroyés par le projet ROBG-174 «Your health matters! – Modernization of hospitals in Zimnicea and Svishtov», financé au titre du programme Interreg V-A Roumanie-Bulgarie.

<https://bit.ly/3ghxOEo>

Interreg



30 years together

La coopération territoriale, aujourd'hui plus que jamais

L'émergence de la COVID-19 a mis tous les aspects de notre quotidien à rude épreuve, et n'a pas épargné la coopération territoriale, qui traverse sa période la plus difficile depuis des décennies.

Plusieurs États membres ont fermé leurs frontières du jour au lendemain. Bien que dictées par la prudence, ces décisions inédites ont mis de nombreux pans de l'économie en difficulté. Dans certaines régions, des secteurs se sont retrouvés au bord du gouffre.

Les citoyens de l'UE se sont réveillés dans un monde où les libertés qu'ils tenaient pour acquises depuis fort longtemps – en particulier l'identité européenne et la liberté de circulation – leur ont été suspendues.

En réaction à cette situation, la Commission européenne a insisté sur l'importance d'assurer l'égalité de traitement pour les travailleurs transfrontaliers et a publié des lignes direc-

trices afin que les services publics des régions frontalières soient assurés de façon continue. En outre, et en dépit des pouvoirs très limités de l'UE dans le domaine de la santé publique, la Commission européenne a encouragé la coopération en matière de soins de santé entre les autorités nationales, régionales et locales.

Cet engagement à s'entraider résonne également dans le cœur des citoyens de l'UE. La réponse à la crise de la COVID-19 reflète l'esprit d'initiative, l'ingéniosité et la solidarité hors norme des Européens. Elle prouve une fois de plus que la coopération territoriale n'est pas une option quelconque, mais qu'elle est accueillie favorablement par les citoyens, voire bien souvent essentielle pour préserver leurs moyens de subsistance.

Spontanément, les projets financés par Interreg, à l'image de ceux présentés dans cet article, qui œuvrent aussi bien dans l'UE qu'à ses frontières extérieures, ont contribué à traiter les aspects sanitaires et économiques de la pandémie.

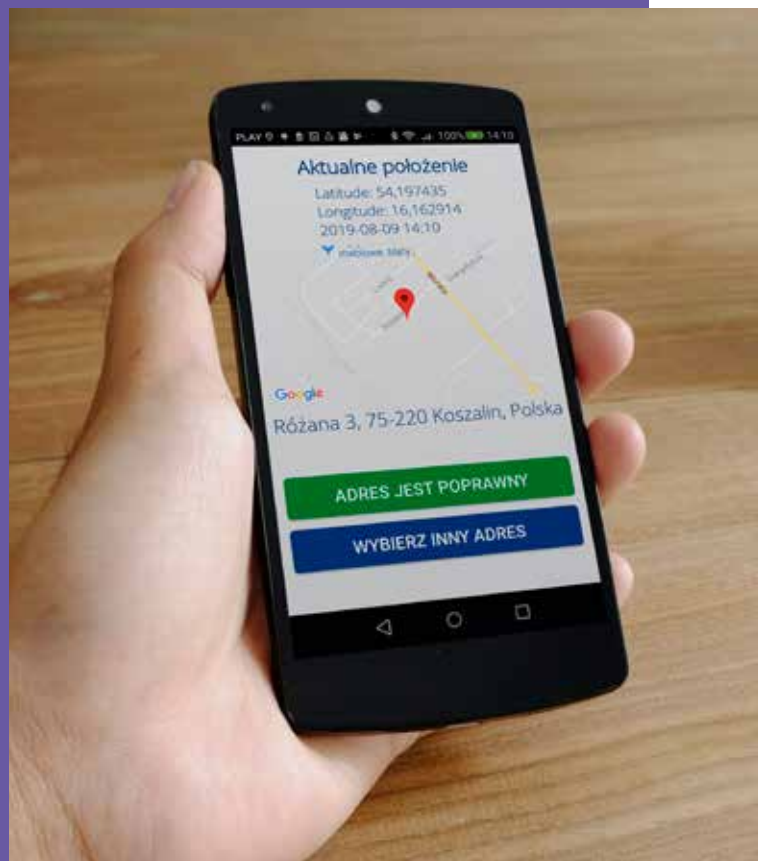
LA SOLIDARITÉ FAVORISÉE PAR LES TI

Mettre en relation les citoyens qui ont besoin d'aide avec le réseau qui la fournit – le site web et l'application mobile développés, en Pologne, par «The Good Support Programme» s'adressent aux personnes qui ont besoin d'aide et vise les services ou les personnes qui leur viennent en aide. En 2019, ce programme a remporté le prix REGIOSTARS tant convoité dans la catégorie de l'outil informatique le plus innovant lié aux services sociaux. Le programme «Good Support» s'articule autour de quatre axes:

- «Good Care», un outil destiné aux services de soins qui aide les citoyens chez eux à organiser leur travail;
- «Good Carer», une application mobile qui permet aux soignants de déterminer le moment, le lieu ainsi que la personne qui fait appel à ses services et de marquer les tâches comme accomplies;
- «Good Neighbour», un système qui permet aux citoyens de s'inscrire pour demander ou fournir de l'aide pour effectuer différentes tâches, comme acheter des médicaments ou promener un chien;
- «Good Family», crée un bouton «panique» virtuel sur le smartphone des utilisateurs. Lorsque le widget est activé, jusqu'à six personnes désignées sont automatiquement averties.

Cette application performante est disponible gratuitement aussi longtemps que durera la crise de la COVID-19 et vise en particulier à soutenir les citoyens en quarantaine qui ont besoin d'aide.

<https://goodsupport.eu>



L'union fait la force

La solidarité de l'UE et la volonté de coopération ont été fortement mises en lumière en Europe et au-delà. La récente initiative franco-allemande en faveur d'une Union européenne de la santé a préconisé une coordination plus étroite en ce qui concerne les patients en unité de soins intensifs et a appuyé une recherche et un développement conjoints de vaccins et de médicaments. Elle a également appelé à la mise en place d'un bouclier européen de protection pour les médicaments et les produits médicaux, afin de constituer un réservoir de ressources permettant d'assurer la continuité de la chaîne d'approvisionnement, levant ainsi les restrictions au niveau des frontières intérieures.

Par ailleurs, cette initiative a préconisé une stratégie transfrontalière contre la pandémie, qui sera hissée au rang de priorité dans le traité d'Aix-la-Chapelle entre les deux pays. La déclaration a mis en évidence que l'incapacité à coopérer dans la lutte contre le virus aurait pour conséquence de diluer l'essence même de l'idée européenne. À l'inverse, une réponse commune couronnée de succès démontrerait la réelle valeur ajoutée de la coopération et serait appréciée et reconnue par les citoyens. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

La réaction de l'UE face au coronavirus: https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/health/coronavirus-response_fr

L'Italie et la Slovénie coopèrent pour lutter contre la crise de la COVID-19

Ces derniers mois, la pandémie de coronavirus a transformé de nombreux aspects de notre quotidien. Des restrictions ont été imposées le long de nombreuses frontières intérieures partout en Europe pour des raisons de sécurité sanitaire.

La frontière entre l'Italie et la Slovénie en est l'exemple parfait. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le territoire autour de la ville de Gorizia a été partagé entre l'Italie et la Yougoslavie (à présent la République de Slovénie). La vieille ville est restée sous le drapeau italien alors que la nouvelle ville de Nova Gorica s'est développée de l'autre côté de la frontière.

Ces deux villes, séparées par un «doux» rideau de fer (la Yougoslavie était un pays socialiste mais ne faisait pas partie du Pacte de Varsovie) pendant 57 ans, réunies par la municipalité adjacente de Šempeter-Vrtojba, ont préparé une stratégie conjointe pour développer leur zone urbaine unique. L'absence d'outils juridiques appropriés permettant d'élaborer une stratégie transfrontalière commune et la nécessité d'ouvrir la voie à des infrastructures et des services conjoints ont poussé les villes de Gorizia et Nova Gorica et la commune de Šempeter-Vrtojba à créer le GECT-GO (Groupement européen de coopération territoriale) en 2011.

Le GECT-GO avait pour objectif de planifier une seule et même ville transfrontalière et de nourrir l'idée que la coopération pouvait offrir de réelles perspectives de développement. Grâce aux décideurs politiques et aux praticiens compétents, le GECT-GO est devenu un organisme intermédiaire et l'unique bénéficiaire du premier – et à ce jour seul – Investissement territorial intégré (ITI) soutenu par Interreg.

Le 29 février 2020, les maires de Gorizia (Italie) et de Nova Gorica (Slovénie) – Rodolfo Ziberna et Klemen Miklavič respectivement – se sont retrouvés à Ljubljana, la capitale de la Slovénie, pour célébrer l'accession de Nova Gorica et de Gorizia à la deuxième phase du processus de candidature au titre de Capitale européenne de la culture 2025 (CEC 2025).

Briser les barrières

Une clôture érigée à la hâte est ensuite venue séparer la ville slovène de Nova Gorica de sa jumelle italienne dans un geste qui, dans un premier temps, semblait symboliser un retour à un passé amer et de division. Aujourd'hui, en plein milieu de la situation d'urgence provoquée par le coronavirus, les deux maires se font face tous les jours, mais à distance.

L'équipe de GO!2025 leur a donné l'occasion de se retrouver côte à côte pour l'inauguration du «Virtual Cafe with GO! 2025 Nova Gorica - Gorizia», l'une des initiatives à l'appui de la candidature à la CEC 2025, coordonnée par le GECT GO, via une diffusion en direct sur la page Facebook GO! 2025 Nova Gorica-Gorizia. Bien que les contrôles aux frontières aient été provisoirement rétablis, dans la douleur et le chagrin, les deux villes ont continué à travailler en étroite collaboration afin de faire face de concert à cette situation d'urgence commune.

«Le nombre d'infections à Nova Gorica est faible par rapport au reste de la Slovénie», a déclaré le maire de la ville, Klemen Miklavič, qui ajoute que «les bilans presque quotidiens de la situation en Italie de mon ami et homologue Rodolfo Ziberna ont permis à Nova Gorica de s'adapter plus rapidement». «La vie de ces deux villes est étroitement liée l'une à l'autre et cette situation d'urgence nous a fait comprendre qu'il est indispensable de mettre en place un système de gestion commun pour répondre à une telle urgence», poursuit-il.

M. Ziberna a souligné que le rôle joué par le GECT GO permet au Groupement européen de coopération territoriale établi par les villes de Gorizia et de Nova Gorica et la commune voisine de Šempeter-Vrtojba (qui forment le territoire transfrontalier) d'envoyer un signal fort à l'Europe. «Le GECT GO est le reflet de l'Europe», s'est exclamé M. Ziberna. «Nous représentons la promotion d'une Europe des possibilités, un modèle de collaboration qui peut être exporté dans d'autres pays.» Les deux maires ont convenu de considérer le GECT GO comme un acteur clé qui permet d'accélérer le processus de reprise économique et de développement transfrontalier lorsque la situation d'urgence aura pris fin.



Unir les villes et les citoyens

Alors que la pandémie fait rage, les équipes de médecins originaires des deux pays poursuivent leurs activités à distance, et des événements sont organisés via Facebook, comme des cours de langue slovène et italienne, qui ont attiré des centaines de personnes. Les maires des villes sont restés en contact permanent, appelant leur gouvernement national à rouvrir la frontière aussi vite que possible, et coordonnant l'aide mutuelle pour répondre aux problèmes en lien avec l'urgence à laquelle ils sont confrontés. Les riverains jouent au badminton et au volley-ball par-dessus la clôture fraîchement érigée, fêtent des anniversaires, et les couples séparés se retrouvent.

Le GECT GO a pleinement conscience que la pandémie risque rapidement de réduire à néant les progrès réalisés récemment et est convaincu que la coopération est plus que jamais enracinée dans le cœur et l'esprit de la plupart des riverains de part et d'autre de la frontière, qui ont le sentiment de faire partie d'une ville unique et unifiée.

La candidature à la CEC 2025 doit être envisagée comme une opportunité de développement pour ces territoires transfrontaliers, qui ne se limite pas au secteur culturel. «Notre région transfrontalière dispose d'un outil d'une grande importance et efficacité – le GECT –, dont l'action devrait désormais se concentrer sur les problèmes économiques de notre territoire. Il faut que cet outil parvienne à acheminer les fonds de l'UE vers des projets économiques et de développement afin d'accélérer la reprise de l'économie», a conclu M. Miklavič. ■

Vidéos (produites pour la Capitale européenne de la culture 2025):

Version courte: <https://youtu.be/ZfsOrRuGvhE>

Version longue: https://youtu.be/ZOK-VoXmM_0

Les fonds de l'UE aident les entreprises à survivre à la pandémie de coronavirus

Nous sommes confrontés à une crise sanitaire, sociale et économique sans précédent. Les entreprises européennes sont particulièrement inquiètes des conséquences de la COVID-19 pour leurs salariés, leurs flux de trésorerie, leurs plans d'affaires, voire pour leur survie. Cette crise interrompt les activités dans de nombreux pays et à tous les échelons des chaînes de valeur.

Les prévisions quant à ses répercussions sur le marché du travail sont tout aussi catastrophiques, et les plus vulnérables seront les plus durement touchés. Bien que nous ne connaissions pas la durée de cette crise, nous pouvons toutefois réagir pendant la phase de «survie» immédiate afin de soulager les difficultés économiques auxquelles les entreprises européennes sont confrontées.

Les entreprises ont besoin de liquidités et de financements abordables de toute urgence afin de pouvoir garder la tête hors de l'eau. La Commission européenne mobilise les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) pour répondre à ces besoins imprévus avec le plus de flexibilité possible. Les Fonds ESI aident les États membres à répondre à trois priorités, à savoir: **les dépenses en matière de santé, le soutien aux régimes de chômage partiel et la fourniture de fonds de roulement aux petites et moyennes entreprises (PME).**

La Commission européenne, en partenariat avec la Banque européenne d'investissement (BEI), a souhaité faire toute la lumière sur les nouvelles marges de manœuvre introduites dans le cadre de l'Initiative d'investissement en réponse au coronavirus (CRII et CRII+) et en discuter avec les parties prenantes.

Pour ce faire, elle a organisé, par l'intermédiaire de *fi-compass*, le premier webinar sur les «instruments financiers des Fonds ESI dans le cadre de l'Initiative d'investissement en réponse au coronavirus», qui a eu lieu le 11 mai. Cet événement a attiré plus de 500 participants: autorités de gestion, intermédiaires financiers, institutions de l'UE et autres acteurs concernés.

Une plus grande flexibilité en matière de financement

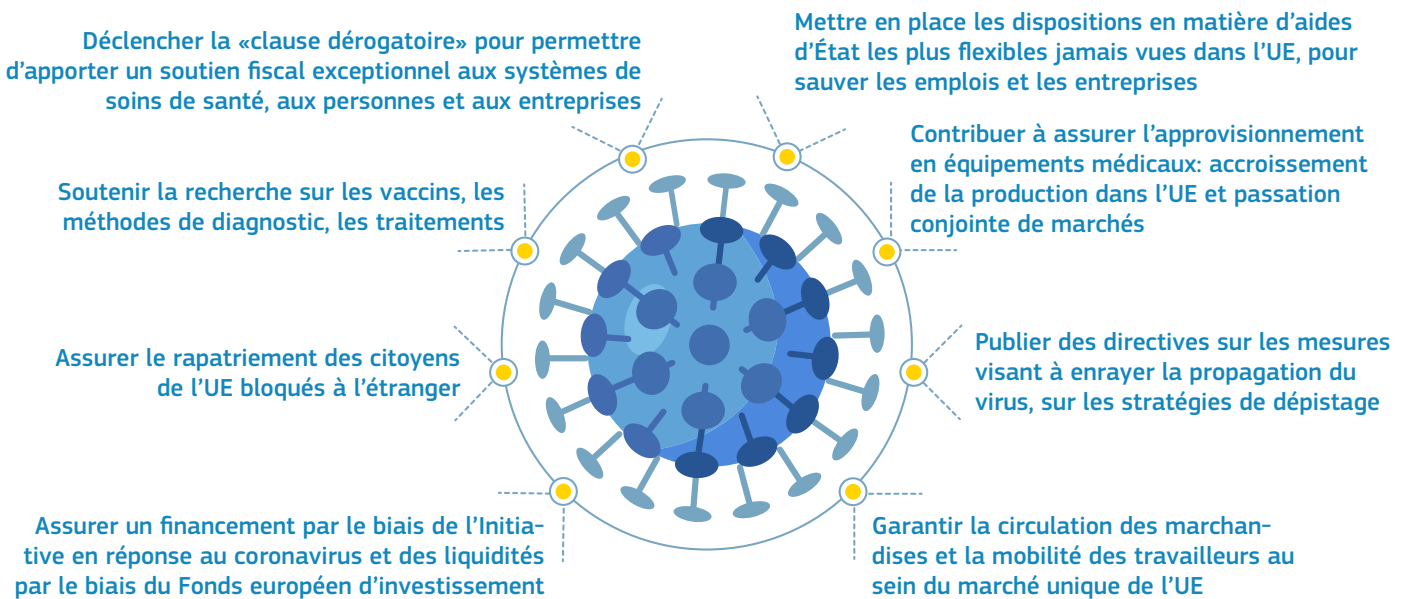
Le webinar a été inauguré par Jonathan Denness, chef de l'unité «Instruments financiers et relations avec les institutions financières internationales» de la DG REGIO de la Commission européenne. Il a décrit le contexte général des **deux trains de mesures pour les instruments financiers des Fonds ESI: CRII et CRII+**. Certaines des marges de manœuvre les plus importantes se rapportent à l'assouplissement de la nécessité de modifier les évaluations *ex ante* à l'heure d'adapter les instruments financiers existants pour répondre à la crise.

Les nouvelles règles flexibles ont également trait à l'assouplissement de certaines exigences lorsque le soutien est en lien avec les besoins en fonds de roulement. Les autorités de gestion, les banques nationales de promotion et leurs partenaires peuvent avoir recours à ces flexibilités pour répondre rapidement aux besoins des entreprises. Le train de mesures apporte notamment des modifications au règlement (UE) n° 1303/2013 portant dispositions communes (RDC) et à l'encadrement temporaire des aides d'État.

Loris Di Pietrantonio, chef d'unité à la DG EMPL de la Commission européenne, a expliqué que les nouveautés introduites par le RDC s'appliquent également aux instruments financiers du Fonds social européen (FSE). Au sein du FSE, 17 États membres ont d'ores et déjà élaboré des régimes de chômage partiel nationaux. Ces dérogations, conjuguées à une adaptation rapide, ont contribué à enrayer les répercussions négatives de la COVID-19 sur le marché du travail. En outre, le FSE est en mesure d'assumer les coûts liés à l'embauche de personnel de santé et de production d'équipements médicaux, de médicaments et d'autres produits connexes.

Michael Pielke, chef d'unité à la DG AGRI de la Commission européenne, a présenté l'aspect agricole. En cette période de crise, les instruments financiers du Fonds européen agricole pour le développement rural aideront les agriculteurs à faire face aux difficultés économiques grâce à la fourniture de fonds de roulement indépendants.

LA RÉPONSE DE L'UE AU CORONAVIRUS



Frank Lee, chef de la division «Conseils en instruments financiers» à la BEI, a précisé que *fi-compass* a produit une fiche d'information intitulée «[Répondre à la crise de la COVID-19 au moyen des instruments financiers](#)». L'objectif est de mobiliser les instruments financiers des Fonds ESI, notamment en les combinant à des subventions. Il s'agit d'encourager les autorités de gestion, les banques et institutions nationales de promotion et les autres parties prenantes à avoir recours aux instruments financiers des Fonds ESI et à tirer des enseignements des exemples de cas existants.

Ieva Zālīte, chargée de mission auprès de l'unité «Instruments financiers et relations avec les institutions financières internationales» à la DG REGIO de la Commission européenne, a ensuite donné des explications sur la législation CRII et CRII+ et d'autres initiatives réglementaires, dont les mesures d'aide d'État.

Montrer l'exemple

Deux exemples de mesures mises en œuvre en réponse à l'épidémie de COVID-19 ont été présentés lors du webinaire. Ivan Lesay, directeur général de Slovak Investment Holding (SIH), a ensuite expliqué comment l'instrument financier «SIH garantie anti-corona» venait en aide aux PME de Slovaquie.

La Pologne a également réagi promptement et a adopté des mesures en réponse à la crise. Aleksandra Kwiatkowska, directrice d'unité au département des programmes européens

de la Bank Gospodarstwa Krajowego, a présenté les ajustements apportés à l'instrument financier polonais, le «Fonds national pour l'entrepreneuriat social». Les autorités polonaises ont eu recours aux nouvelles marges de manœuvre pour améliorer les conditions d'emprunt et de remboursement pour les entreprises.

Ces deux exemples mettent en exergue la façon dont les instruments financiers peuvent être mobilisés rapidement pour répondre aux besoins des entreprises en Europe. À ce titre, la Commission européenne souhaite également être une source d'inspiration et soutenir les autorités de gestion, les banques nationales de promotion et les institutions d'autres États membres.

Le webinaire s'est clôturé par une séance de questions-réponses au cours de laquelle des experts de la Commission européenne et de la BEI ont répondu aux questions des participants. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Webinaire: <https://bit.ly/2YLu204>

Réponses écrites: <https://bit.ly/3g1gJyw>

Pour toute autre question en lien avec les instruments financiers des Fonds ESI, veuillez contacter notre équipe à la Commission européenne à l'adresse suivante: REGIO-B3-FINANCIAL-INSTRUMENTS@ec.europa.eu.

POINT D'INFORMATION

Améliorer la santé et le bien-être des régions de l'UE

La politique de cohésion continue d'investir dans différents domaines de la santé: vieillissement de la population de l'Europe, infrastructures et systèmes durables de soins de santé, santé en ligne, couverture médicale et programmes de promotion de la santé.

Dans le contexte de la crise actuelle de la COVID-19, l'Initiative d'investissement en réponse au coronavirus (CRII) contient des dispositions visant à accélérer et à accroître le soutien aux dépenses liées au coronavirus. Il s'agit notamment de financer l'acquisition d'équipements de santé, de médicaments, d'installations de dépistage et de traitement, d'équipements médicaux (notamment des ventilateurs et des masques) ainsi que le soutien aux groupes vulnérables.

De plus, des procédures accélérées sont désormais en place pour soutenir la réaffectation des fonds de la politique de cohésion de l'UE. Nous passons en revue les investissements prévus par les programmes, depuis 2014, qui relèvent du Fonds européen de développement régional (FEDER).

À quels types d'améliorations en matière de santé accordez-vous la priorité?

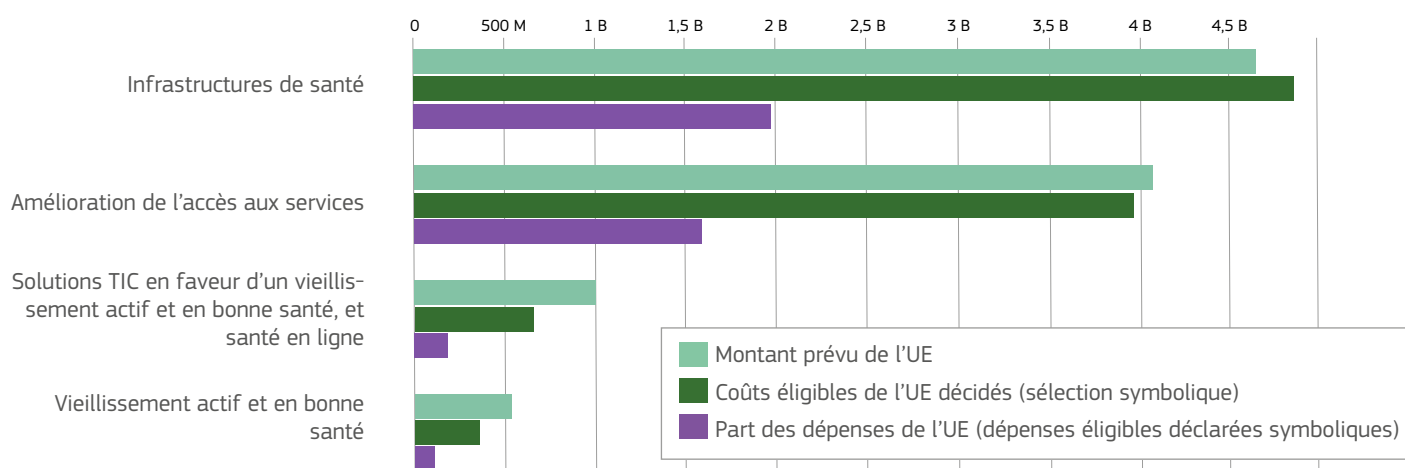
Le FEDER peut financer de nombreux types d'interventions. Les orientations de la Commission pour la période 2014-2020 ont mis en évidence les priorités suivantes:

- Investir dans les infrastructures sanitaires et sociales pour améliorer l'accès aux services sanitaires et sociaux et réduire les inégalités sur le plan sanitaire.
- Investir dans les infrastructures qui contribuent à la modernisation, à la transformation structurelle et à la durabilité des systèmes de soins de santé, afin d'apporter des améliorations mesurables aux résultats en matière de santé, notamment des mesures de santé en ligne.
- Réaliser des investissements ciblés dans les infrastructures pour accompagner la transition des soins du niveau institutionnel vers le niveau communautaire.
- Apporter un soutien aux investissements dans les infrastructures de garde des enfants, de soins aux personnes âgées et de soins de longue durée.

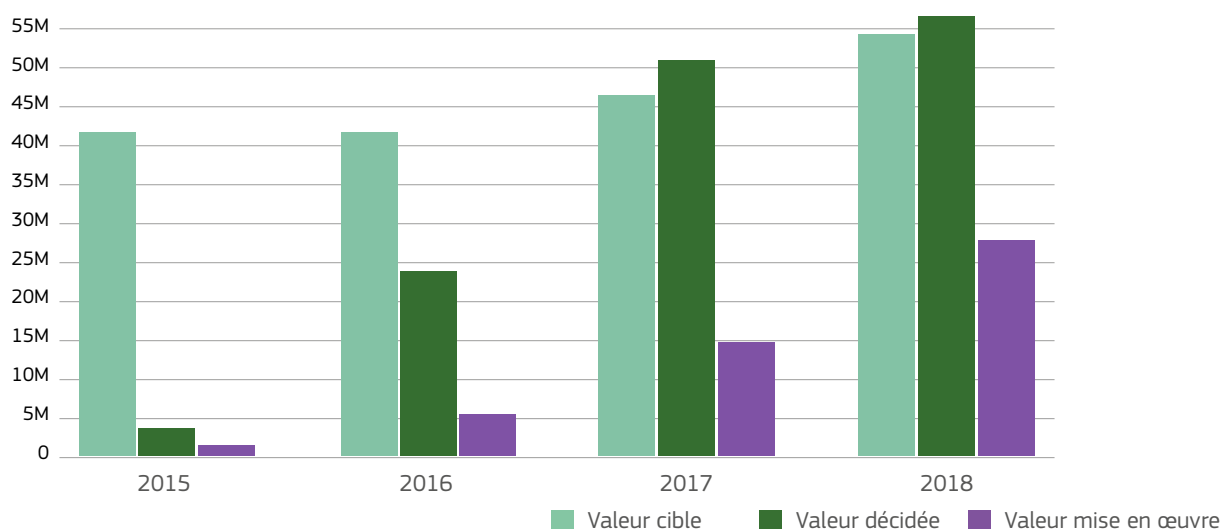
Les investissements dans le secteur de la santé qui relèvent de programmes de coopération transfrontalière répondent aux besoins et aux défis identifiés par les régions frontalières.

Tous les pays n'avaient pas initialement prévu de consacrer les investissements du FEDER à ces objectifs de santé. En fait, seule une poignée d'États membres ont alloué des sommes importantes aux catégories de la santé: la Pologne en est le meilleur exemple, en tête toutes catégories confondues. En général, les investissements dans le domaine de la santé au titre du FEDER ont tendance à se concentrer dans les pays et régions moins développés.

2014-2020 PROGRÈS AU NIVEAU DES INVESTISSEMENTS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION DE L'UE (FEDER-FSE) DANS LES SERVICES DE SANTÉ



2014-2020 FEDER – POPULATION COUVERTE PAR DES SERVICES DE SANTÉ AMÉLIORÉS (CO36)



La vitesse de mise en œuvre varie également, tant en ce qui concerne la sélection des projets à financer que le taux de dépenses d'investissement par les bénéficiaires. Les régions et pays moins développés ont tendance à mobiliser les fonds de l'UE en faveur de la modernisation des services de santé. Les pays riches disposent de budgets nationaux conséquents et, dans tous les cas, bénéficient d'un financement de l'UE par habitant moins élevé, qui est affecté en priorité, entre autres, aux domaines de la recherche et de la compétitivité des PME.

Progrès dans la récolte du fruit des investissements

Un indicateur commun a été défini pour mesurer la «population couverte par des services de santé améliorés» au cours de la période 2014-2020. L'indicateur commun CO36 se définit comme suit: «Population d'une certaine zone territoriale qui devrait – selon les prévisions – bénéficier des services de santé soutenus par le projet. Ceci inclut les édifices nouveaux ou améliorés, ou les nouveaux équipements pour des services de santé variés (prévention, patient en consultation externe ou patient en consultation interne, soins de suivi)».

Cet indicateur a été créé pour suivre, de manière globale, la population bénéficiant des améliorations des services de santé financés par l'UE. Le graphique ci-dessus compare les progrès

réalisés dans le suivi d'ensemble des améliorations des services de santé européens recensés, telles que mesurées par le CO36.

La comparaison des objectifs liés à l'indicateur commun et des progrès réalisés fait apparaître que tous les programmes qui investissent dans la santé ne fournissent pas d'informations sur l'indicateur commun. En effet, CO36 ne reflète pas toutes les actions éligibles, car bon nombre de leurs réalisations sont couvertes par des indicateurs propres aux programmes concernés qui ne peuvent être combinés.

L'indicateur commun a comporté son lot de défis. Par exemple, ce n'était pas chose facile pour les programmes de fixer des objectifs précis sans connaître les projets qui seraient sélectionnés – ce qui explique pourquoi les objectifs des programmes augmentent chaque année. Les valeurs de la population bénéficiaire sont recueillies dans chaque projet. Si plusieurs projets coexistent, les populations couvertes peuvent se chevaucher, ce qui est susceptible d'entraîner une surcomptabilisation au niveau du programme. Certains programmes y remédient en posant des limites quant à la population couverte. La fiabilité des valeurs déclarées peut également être évaluée à l'aide d'une analyse d'impact. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://cohesiondata.ec.europa.eu/stories/s/qyuv-h9j2>

Y a-t-il un sujet que vous aimeriez que *Panorama* aborde dans sa section POINT D'INFORMATION?

Y a-t-il un ensemble de données que vous aimeriez voir figurer sur la Plateforme de données ouvertes des Fonds ESI?

Si tel est le cas, écrivez-nous: REGIO-EVAL@ec.europa.eu

Suivre la discussion sur Twitter [#ESIFopendata](https://twitter.com/ESIFopendata)

ou s'inscrire à notre lettre d'information: http://ec.europa.eu/newsroom/index.cfm?service_id=788

Interreg, développement durable et Pacte vert pour l'Europe

En 2020, l'UE célèbre les 30 ans d'Interreg et de la coopération dans toutes ses dimensions. En tant que deuxième pilier de la politique de cohésion, Interreg est au cœur de l'esprit européen car il encourage les régions et les pays à relever les défis que seule la coopération permet de résoudre.

La mise en place d'Interreg en 1990 a marqué un tournant décisif dans la politique de cohésion et fait suite à un débat long et laborieux qui s'était ouvert des années plus tôt. Depuis la fin des années 1970, l'intégration des fonds de l'UE dans des programmes pluriannuels ciblés a été testée dans le contexte des programmes intégrés de développement, puis dans celui des programmes intégrés méditerranéens. Ces deux programmes ont marqué un changement des modalités d'affectation des fonds – à savoir, le remboursement annuel des projets individuels introduits par les États membres, un système dont l'efficacité peinait à convaincre, car dépourvu d'une approche stratégique.

Depuis lors, la politique de cohésion, dont Interreg fait partie intégrante, a encadré les interventions de l'UE en adoptant une approche de programmation aux niveaux européen, national et régional. Il a su s'adapter au fil des ans sans perdre de vue sa vocation première, œuvrer en faveur du développement équilibré et durable des régions d'Europe. Il permet aux gouvernements nationaux, régionaux et locaux de mettre en œuvre des stratégies et des réseaux globaux dans tous les domaines politiques et par-delà les frontières nationales.

Ce développement régional équilibré et durable accorde une place nodale à la relève des défis liés au climat et à l'environnement. Cela fait 30 ans qu'Interreg lutte contre le changement climatique et contribue à une Europe plus verte.

Faire front commun contre les menaces

Les défis liés au changement climatique et à l'environnement symbolisent les bienfaits de la coopération. Les feux de forêt se jouent des frontières et laissent un paysage désolé dans leur sillage. Le développement durable de zones inondables dans les régions frontalières exige une étroite coopération entre toutes les parties prenantes. Si les autorités d'un côté de la frontière autorisent leur assèchement, cette décision aura un effet immédiat et à long terme sur la qualité des zones humides situées de l'autre côté.

La pollution des rivières et des mers, par les plastiques ou d'autres polluants, exerce une influence majeure sur la qualité de vie des citoyens habitant dans une zone géographique très vaste. Depuis 30 ans, des milliers de projets financés par l'UE ont répondu à ces défis. Ils ont eu des retombées positives concrètes sur les régions frontalières de l'UE et au-delà, et ont créé un climat de confiance et de respect entre les communautés qui partagent un espace commun.

Les conséquences dramatiques du changement climatique commencent à se faire sentir dans l'UE et dans le monde entier. L'atmosphère se réchauffe de plus en plus, et les conditions climatiques évoluent d'année en année. Sur les 8 millions d'espèces qu'abrite notre planète, 1 million d'entre elles sont menacées d'extinction. Nos écosystèmes sont pollués et détruits.

Interreg représente à la fois une chance et une réponse à ces défis au niveau européen. À ce titre, la communauté Interreg, forte de son réseau de collaborateurs qu'elle a bâti au fil de 30 années de coopération étroite, a un rôle de premier plan à jouer dans le Pacte vert pour l'Europe.

Approche stratégique

Il s'agit de la nouvelle stratégie de croissance d'envergure européenne. Elle vise à transformer l'Union en une société juste et prospère, dotée d'une économie compétitive, moderne et prônant une utilisation plus rationnelle des ressources, qui sera exempte d'émissions nettes de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 et dans laquelle la croissance économique est dissociée de l'utilisation des ressources.

Cette stratégie vise également à sauvegarder, préserver et améliorer le capital naturel de l'UE et à protéger la santé et le bien-être des citoyens contre les risques environnementaux et leurs incidences. La Commission européenne reconnaît que cette transition doit être juste et inclusive. Elle doit placer le citoyen au premier plan et accorder une attention particulière aux régions, aux industries et aux travailleurs qui seront confrontés aux plus

TN: PROGRAMMES TRANSNATIONAUX

CLEANATLANTIC – PROGRAMME INTERREG TN ESPACE ATLANTIQUE

CleanAtlantic œuvre ardemment pour sensibiliser différents groupes cibles aux sources, aux effets et aux solutions liés aux déchets en mer et à la manière dont ceux-ci peuvent contribuer activement à la prévention, à la surveillance et à la réduction de cette pollution. Plusieurs campagnes de sensibilisation à l'adresse des écoles et des communautés de pêcheurs ont été organisées en Espagne (Vigo, a Guarda, Illa de Arousa), au Portugal (Madère, Sesimbra), en France (Pouldu) et en Irlande (Castlebar).

Les groupes cibles ont montré un vif intérêt et fait preuve d'une grande motivation, des traits essentiels à tout changement du comportement humain, et ont joué le rôle de «disséminateurs» et de vecteurs de meilleures pratiques. Les élèves du primaire et secondaire ont participé à des activités telles que la surveillance des zones côtières, l'application du protocole de surveillance de la directive-cadre relative à la stratégie pour le milieu marin ainsi que la collecte, la classification et l'analyse des déchets en mer que l'on retrouve sur la plage. Par exemple, 27 étudiants ont ramassé 934 déchets rejetés par les flots, pesant au total 34,4 kilogrammes, dans le cadre d'une action de surveillance organisée sur un tronçon de 700 mètres de plage à Sesimbra (Portugal). Le projet «Active Ocean Literacy» est un autre projet qui sera mené simultanément dans cinq villes portugaises comptant des ports de pêche.

La contribution de l'UE s'élève à 2 436 930 EUR sur un budget total de 3 249 241 EUR.

www.cleanatlantic.eu



grands des défis. Grâce à son approche locale et ascendante, axée sur les contacts interpersonnels et l'inclusion, la communauté Interreg est particulièrement bien placée pour apporter une contribution concrète au Pacte vert pour l'Europe.

La coopération entre les régions et/ou les États membres permet bien souvent d'apporter une plus grande valeur ajoutée que si ces entités faisaient cavalier seul. En effet, au vu de la nature transfrontalière et l'ampleur des défis que le Pacte vert pour l'Europe a entrepris de relever, nous devons tous redoubler d'efforts. En somme, la création d'une Europe verte et neutre sur le plan climatique ne peut se faire que si nous travaillons à l'unisson.

Étant donné que le Pacte vert pour l'Europe apportera de profonds changements, la participation active des citoyens et la confiance dans la transition sont des éléments essentiels au bon fonctionnement et à l'acceptation des politiques. La transition vers une société neutre pour le climat représente une tâche difficile, mais aussi une occasion de construire un avenir meilleur pour tous. Les citoyens, et leur vie quotidienne, sont au cœur de cette transition: comment nous produisons et consommons, comment nous chauffons ou refroidissons nos maisons, comment nous nous déplaçons, travaillons et vivons ensemble.

Renforcer la coopération

Parallèlement aux politiques et réglementations des pouvoirs publics, les citoyens, les communautés et les organisations de tous les secteurs de notre société et de notre économie ont un rôle à jouer. Pour ce faire, dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, la Commission donnera le coup d'envoi du pacte européen pour le climat, qui encouragera la société à s'engager largement en faveur du climat et de l'environnement grâce à une vaste gamme d'activités. Le pacte européen pour le climat vise à informer, mobiliser et faire coopérer les citoyens et les organisations. Il s'appuiera sur les activités existantes et intensifiera leur mise en œuvre, tout comme il en engendrera et soutiendra de nouvelles. Il offrira des possibilités d'apprentissage, d'échange, de cocréation et de collaboration.

Une fois de plus, la communauté Interreg peut contribuer pour une large part au développement de ce nouveau pacte grâce aux relations étroites qu'elle entretient avec les groupements de coopération multilatérale formés autour d'espaces naturels partagés, comme les lacs ou les chaînes de montagnes. Elle peut également mettre à profit l'expérience de longue date qu'elle a acquise au contact de diverses formes de coopération multi-niveaux et multipartite.



Compte tenu de la dimension internationale du Pacte vert pour l'Europe, Interreg propose un cadre pour une action conjointe entre États membres et entre les États membres et les pays tiers, afin de trouver des solutions collectives à des problèmes communs. Il favorise les échanges transfrontaliers d'expériences et facilite l'action collective. Si Interreg couvre la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale, il ancre également la coopération dans un contexte politique plus stratégique grâce, notamment, aux stratégies macrorégionales de l'UE et au point de contact frontalier.

Les stratégies macrorégionales établissent un cadre de coopération pour une meilleure coordination des fonds européens, nationaux et régionaux relevant d'une zone géographique spécifique et pour la concentration de ces fonds dans des projets et initiatives stratégiques. Intersectorielles, inclusives et faisant appel à différents niveaux de gouvernance, elles revêtent une importance capitale en ce sens qu'elles contribuent et renforcent la dimension de coopération du Pacte vert pour l'Europe.

Exploiter le potentiel

Aux côtés des stratégies macrorégionales de l'UE, les programmes Interreg représentent des outils clés pour traiter des questions telles que la préservation de la biodiversité et l'énergie propre, pour lesquelles le Pacte vert pour l'Europe reconnaît l'importance de la coopération.

En outre, comme l'explique la communication «Stimuler la croissance et la cohésion dans les régions frontalières de l'UE», ces régions possèdent un potentiel inexploité non négligeable. Une coopération plus étroite concernant les objectifs énergétiques, climatiques et environnementaux, sans oublier les investissements conjoints, peut, d'une manière générale, apporter une importante contribution à une reprise durable.

Le point de contact frontalier, mis en place par la DG REGIO, vise à étayer ce processus en aidant à lever les obstacles juridiques et administratifs potentiels à la coopération trans-



IEV CTF: COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE DANS LE CADRE DE L'INSTRUMENT EUROPÉEN DE VOISINAGE

ZÉRO DÉCHET: STRATÉGIE POUR UN BON ÉTAT ÉCOLOGIQUE - PROGRAMME INTERREG IEV CTF «BASSIN MARITIME MER NOIRE 2014-2020»

Ce projet vise à contribuer à la réduction globale du nombre de déchets visibles (> 2,5 cm), notamment les déchets plastiques, de pêche et hygiéniques, sur le littoral; du nombre de déchets par mètre carré sur le fond marin, notamment les déchets de pêche, aux niveaux de 2012 d'ici à 2020, dans les villes d'Odessa (Ukraine), de Burgas (Bulgarie), de Guria (Géorgie) et de Tekirdağ (Turquie). Il prévoit la collecte, le tri et l'élimination non polluante appropriés d'au moins 1,5 tonne de déchets prélevés sur les fonds marins et de 0,5 tonne de déchets ramassés sur le littoral et les plages de ces régions.

Le projet s'appuie sur les résultats d'un projet précédent: «Integrated Land-use Management Modelling of Black Sea Estuaries» (ILMM-BSE) (Modélisation de la gestion intégrée de l'utilisation des terres des estuaires de la mer Noire), financé par le programme opérationnel «Bassin maritime mer Noire 2007-2013». La première activité principale prévue est la collecte et l'élimination des déchets marins. Une campagne intitulée «La pêche aux déchets» organisée dans ces quatre pays cible 330 pêcheurs locaux et les incite à retirer au moins 1,5 tonne d'engins de pêche abandonnés des fonds marins.

Des campagnes de nettoyage des plages sont également organisées et elles peuvent compter sur l'aide d'enfants de 7 à 16 ans et de leurs enseignants. Le projet espère inciter au moins 1 600 personnes à contribuer au nettoyage des plages de la mer Noire, tout en sensibilisant la population, ce qui est un aspect crucial. Les chercheurs ciblent 75 écoles primaires/secondaires, 50 organisations non gouvernementales (ONG) et 25 organisations de médias locaux au titre du «programme d'éducation aux écosystèmes», qui rassemble un total de 4 500 personnes et fait appel à des outils multimédias et à des jeux en ligne.

frontalière et en promouvant des activités neutres en carbone le long et de part et d'autre de toutes les frontières de l'UE.

À l'instar des précédentes périodes de programmation, Interreg continuera à mettre un point d'honneur à l'atteinte des objectifs climatiques et à la transition vers une Europe plus verte, neutre sur le plan climatique et résiliente au cours de la période 2021-2027. À cette fin, la Commission accorde une importance capitale à l'environnement, au climat et à l'énergie

et à la nécessité de parvenir à un développement durable de manière plus générale dans l'élaboration de tous les programmes Interreg après 2020.

En outre, tous les règlements relatifs à la politique de cohésion proposés pour la période 2021-2027 soutiennent la coopération transfrontalière. S'agissant d'une nouvelle période de programmation, la Commission propose de faciliter et de renforcer la coopération entre les régions et les États membres au sein des



IAP CTF: COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE DANS LE CADRE DE L'INSTRUMENT D'AIDE DE PRÉADHÉSION

PESCAR: CONTRÔLE ET RÉDUCTION DES PESTICIDES – PROGRAMME INTERREG IAP CTF CROATIE, BOSNIE-HERZÉGOVINE ET MONTÉNÉGR0 2014-2020



Le projet PESCAR a pour ambition de protéger et de préserver l'environnement, d'encourager une utilisation durable des ressources naturelles et de renforcer les capacités institutionnelles en matière de protection de l'environnement. En réaction à l'utilisation sans cesse croissante de pesticides dans l'espace transfrontalier formé par les régions de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, le projet a mis au point un système de prévision et d'alerte des nuisibles et des maladies. Ce système se compose d'un réseau de machines météorologiques et de postes de contrôle visuel des nuisibles qui fournissent des avertissements sur les conditions météorologiques et les dommages causés par les nuisibles.

Le projet a également créé une base de données commune des producteurs agricoles. Celle-ci informera ces derniers des recommandations formulées sur la base des données afférentes aux conditions météorologiques locales et aux stades de développement des maladies et des nuisibles. De plus, une politique de prévention durable de la pollution par les pesticides a recours aux données du système de prévision et prévoit un plan d'action ainsi que des mesures spécifiques de prévention de la contamination par les pesticides dans la zone du projet.

Ce projet s'est révélé très inclusif. En effet, ses partenaires, notamment une administration de comté, un ministère, une agence de développement, une université et un institut de l'agriculture, ont uni leurs forces pour limiter les dégâts causés par les pesticides, en particulier lorsque le changement climatique perturbe la production et que les agriculteurs ne disposent pas d'informations suffisantes pour cibler et limiter l'utilisation des pesticides. Les partenaires se sont rendu compte que la contamination ne s'arrêtait pas aux frontières nationales. C'est la raison pour laquelle le système qu'ils ont mis au point, étayé par une série d'ateliers pédagogiques, de publications sur l'utilisation ciblée des pesticides et de foires agricoles organisées dans la zone couverte par le projet, a contribué à la protection de l'environnement, de la communauté locale et de l'économie locale.

Le projet PESCAR, qui a été lancé en juillet 2017 et s'est terminé en décembre 2019, a associé cinq partenaires de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. Il a bénéficié d'un cofinancement de 511 393,35 EUR du FEDER et des fonds de l'IAP II au titre de l'axe prioritaire 2: Protéger l'environnement et la nature, améliorer la prévention des risques et promouvoir l'énergie durable et l'efficacité énergétique du programme Interreg IAP CTF Croatie - Bosnie-Herzégovine 2014-2020.

<https://www.agroprognosa.eu/>

<https://www.interreg-hr-ba-me2014-2020.eu/project/pescar/>

<https://keep.eu/projects/19741/>

CTF: COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

SAPOLL: INTERREG FRANCE-WALLONIE-VLAANDEREN



Les pollinisateurs sauvages qui peuplent la région transfrontalière France-Wallonie-Vlaanderen sont une ressource précieuse mais particulièrement menacée. Pour les protéger, il est essentiel de créer une organisation transfrontalière qui puisse faciliter la mise en œuvre d'actions coordonnées et de synergies entre les régions. En effet, il est peu probable que des actions isolées de part et d'autre de la frontière aboutissent à une gestion durable de cette ressource essentielle. L'enjeu est de taille car les pollinisateurs sauvages, comme les abeilles sauvages, les syrphes et les papillons, sont indispensables à l'agriculture et aux écosystèmes de nos régions.

Afin de relever ce défi, le projet SAPOLL a collaboré avec des acteurs de Wallonie, de Flandre et du nord de la France à la mise en œuvre d'un plan d'action transfrontalier en faveur des pollinisateurs sauvages. Ce plan a déployé des actions visant à protéger les pollinisateurs en fournissant le contexte scientifique, didactique et appliqué nécessaire à toutes les parties concernées, notamment les citoyens, les décideurs politiques, les entrepreneurs et les exploitants des terres. Co-élaboré avec les acteurs du territoire transfrontalier, ce plan d'action a défini les défis et les objectifs pour la région transfrontalière ainsi que les actions et les tâches à mettre en œuvre pour protéger les pollinisateurs.

Le projet SAPOLL s'est également chargé de la mise en œuvre d'activités complémentaires au plan d'action transfrontalier et nécessaires à son exécution et sa réussite. Ces activités visaient en particulier à homogénéiser et à partager les compétences au sein du territoire transfrontalier, caractérisé par des connaissances scientifiques, une expérience en matière de sensibilisation et les compétences naturalistes très disparates. Des activités de sensibilisation de la population, de communication et scientifiques participatives ont été menées pour mettre en garde le plus grand nombre de personnes possible contre les problèmes consécutifs au déclin des pollinisateurs sauvages. Outre la mobilisation des réseaux d'observateurs – le tissu naturel transfrontalier est entrelacé et homogénéisé par le biais de groupes de travail et de formations; ont également été menées au cours du projet des activités telles que le suivi scientifique des pollinisateurs sauvages sur tout le territoire transfrontalier, la délimitation de zones d'intérêt pour les pollinisateurs et le service de pollinisation.

www.sapoll.eu

UN NOUVEL ÉPISODE DU PODCAST «THIS IS EUROPE» A ÉTÉ MIS EN LIGNE

Le dernier épisode du podcast d'Interreg «This is Europe» raconte des histoires de collaboration, d'amitié et de bon voisinage venant des quatre coins de l'UE.

Une nouvelle ligne de tram relie la ville de Strasbourg, en France, à Kehl, sa voisine allemande. Cathy Gebhart-Levy, planificatrice dans le domaine de la mobilité rattachée à la ville de Strasbourg, nous emmène en voyage sur le Rhin afin de découvrir comment la nouvelle ligne de tram a consolidé une relation marquée par une histoire longue et complexe. Andrej Medved est à la tête d'un village de Slovénie dénommé Šmarje, où il s'efforce de renverser la vapeur du phénomène familier qu'est l'exode rural au moyen de projets audacieux et innovants qui permettent à sa petite communauté de tirer directement parti des occasions offertes par l'Europe. Pour terminer, nous mettrons le cap vers une petite ville balnéaire d'Espagne où un pêcheur a identifié une opportunité au carrefour entre tradition et innovation.

Écoutez et abonnez-vous ici: <https://this-is-europe.simplecast.com/episodes/neighbours>



CTF: COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE



PROJET DE RECHERCHE EUROPÉEN SUR LES RESSOURCES BIO ET LES DÉCHETS POUR LA CONSTRUCTION: FAVORISER UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Le projet «Sustainable Bio & Waste Resources for Construction» (SB&WRC), soutenu par le programme Interreg VA France (Manche) Angleterre et financé par le FEDER, est le fruit d'une collaboration transfrontalière de R&D entre quatre universités, deux associations, une petite entreprise et une multinationale. Il a pour but de transformer des coproduits et des déchets agricoles sous-utilisés

et non valorisés en matériaux d'isolation de construction à faible impact carbone et viables sur le plan commercial.

Étant parvenu à atteindre son objectif, le projet SB&WRC a conçu et produit trois prototypes innovants d'isolants thermiques à faible impact carbone destinés au secteur de la construction, à partir de sous-produits agricoles courants (paille de blé et moelle de maïs) et de déchets recyclés (couettes en polyester), tous largement disponibles dans la zone couverte par le programme.

Le projet, qui mobilise des ressources renouvelables pour améliorer le rendement des bâtiments, a permis de réduire les émissions de CO₂ et de préserver les ressources naturelles, notamment les minéraux utilisés dans la production des matériaux d'isolation traditionnels.

Le projet s'est fixé l'objectif tout aussi important de sensibiliser les parties prenantes françaises et anglaises du secteur de la construction aux avantages que présentent ces nouveaux matériaux de construction, d'encourager ces derniers à poursuivre le développement de prototypes à l'issue du projet dans le but de les commercialiser, et d'accélérer leur adoption généralisée. Plus de 19 000 professionnels du bâtiment ont été associés au projet grâce à la tenue d'événements, d'ateliers, de la production et du test de mini-prototypes et du déploiement opérationnel des prototypes sur des sites pilotes, de conférences, de deux communautés en ligne – l'une en français et l'une en anglais –, de bulletins d'information et d'une enquête en ligne visant à cerner les perceptions et les attentes.

Au niveau scientifique, la coopération transfrontalière a permis de rassembler toutes les compétences techniques rares essentielles à la réussite scientifique du projet et d'atteindre une masse critique de parties prenantes capables d'influencer les tendances du marché, ce qui aurait été difficile à réaliser dans le cadre d'un partenariat national.

L'UE financera 69% du budget total du projet, estimé à environ 1,8 million d'EUR (1,26 million d'EUR du FEDER).

<https://www.construction21.org/static/sbwrc-project.html>

<https://asbp.org.uk/sbwrc>

programmes «généraux» de la politique de cohésion. Cette démarche facilitera également la coopération en vue d'atteindre des objectifs énergétiques, climatiques et environnementaux.

Il n'existe pas de méthode universelle qui puisse s'appliquer au développement régional en général et à la coopération territoriale en particulier. Cependant, des principes tels que le partenariat, la transparence, la subsidiarité et la participation de la société civile se combinent pour former un volet essentiel dans les politiques de développement. Ces aspects renforcent la coopération entre les secteurs public et privé, et sont sus-

ceptibles d'établir un lien entre l'efficacité et la décentralisation et la participation active.

Ces principes représentent la raison d'être d'Interreg. Dans toutes ses dimensions et grâce à la relation de confiance et respect qu'il instaure avec les citoyens, Interreg est un instrument qui non seulement favorise la cohésion au sein de l'UE, mais qui diffuse également très efficacement les valeurs européennes au-delà du territoire de l'Union. Ces éléments sont cruciaux au soutien de la mise en œuvre sur le terrain des objectifs ambitieux du Pacte vert pour l'Europe. ■

La stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne accueille la Macédoine du Nord

Le 2 avril 2020, EUSAIR, la stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne, a souhaité la bienvenue à la République de Macédoine du Nord en qualité de neuvième pays participant. Il s'agit d'une très bonne nouvelle pour la coopération régionale à l'échelle de la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne. Ci-dessous, Agneza Rusi Popovska, ambassadrice de Macédoine du Nord auprès de l'UE et Marc Lemaître, directeur général de la Commission européenne, accueillent le dernier membre d'EUSAIR.



Agneza Rusi Popovska

La Macédoine du Nord est devenue le neuvième pays participant à EUSAIR et rejoint l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Grèce, l'Italie, le Monténégro, la Serbie et la Slovénie. Nous sommes reconnaissants du soutien qui nous a été manifesté pour rejoindre la famille EUSAIR et sommes impatients d'apporter notre contribution au renforcement de la coopération régionale et à l'élargissement du dialogue politique à plusieurs niveaux pour une macrorégion adriatique – ionienne plus intégrée et plus durable.

La coopération régionale est essentielle au développement durable et représente une condition préalable au processus d'intégration européenne. Pays enclavé entre les bassins de la mer Adriatique et de la mer Ionienne, la Macédoine du Nord est animée d'une grande volonté d'approfondir les partenariats et de resserrer les liens qui favorisent la crois-

sance économique et la prospérité dans la région, de promouvoir les valeurs européennes et de faire progresser son intégration européenne.

Établir de meilleures connexions

La responsabilité de coordonner le pilier «connectivité» de l'EUSAIR, aux côtés de l'Italie et de la Serbie, est un privilège qui a été confié à la Macédoine du Nord. Nous comptons justifier cette confiance en promouvant de manière proactive l'intégration fonctionnelle des réseaux de transport et d'énergie, tant au sein de la région que dans toute l'UE. De meilleures liaisons de transport et interconnexions énergétiques sont capitales pour le développement économique et social, mais seule une approche coopérative et coordonnée visant à relever les défis et tirer parti des possibilités offertes permet d'obtenir des résultats tangibles.

À la suite de la décision de l'UE, en mars 2020, d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord, nous espérons que notre adhésion à l'EUSAIR renforcera la dimension politique de la stratégie, au même titre que le processus d'intégration au sein de l'UE des pays candidats et candidats potentiels de la région. L'approfondissement de l'expérience acquise dans la mise en œuvre des politiques de l'UE ne peut que décupler le pouvoir de transformation de l'Union

dans la région et améliorer la stabilité, la sécurité et la prospérité générales.

La pandémie de coronavirus a mis en lumière, de la manière la plus fondamentale qui soit, l'importance d'une étroite coopération, coordination et solidarité face à la crise et à ses conséquences socio-économiques. Comme la déclaration du sommet UE-Balkans occidentaux de Zagreb de mai 2020 l'a mis en évidence, la levée des mesures de confinement actuelles sera suivie d'une nouvelle phase de coopération étroite qui visera à lutter contre les graves effets socio-économiques de la crise.

La Commission européenne présentera un plan économique et d'investissement solide qui vise à stimuler la reprise à long terme de la région tout en favorisant sa transformation verte et numérique, améliorant la connectivité et renforçant le développement social. Les États membres et les parties prenantes de l'EUSAIR devraient saisir les occasions offertes par la reprise de l'après coronavirus en Europe et de la dynamique renouvelée de l'intégration européenne dans les Balkans occidentaux afin de mobiliser leurs efforts dans le cadre d'une coopération fructueuse qui stimule le développement durable dans la macrorégion adriatique – ionienne.



Marc Lemaître

Les conséquences de la pandémie de la COVID-19 ont été dévastatrices en Europe et dans le monde. Bien que l'UE ait été durement touchée par le coronavirus, elle apporte un soutien essentiel et sans pareil aux Balkans occidentaux. Elle a mobilisé plus de 3,3 milliards d'EUR pour répondre aux besoins sanitaires et humanitaires immédiats de la région et pour appuyer les plans de relance socio-économique à moyen et long termes.

la Commission, les États membres et les pays IAP œuvrent actuellement à la programmation du financement pour la période 2021-2027. Le moment est venu de faire en sorte que les priorités de l'EUSAIR soient dûment prises en considération dans tous les fonds de l'UE concernés et mises en œuvre par le biais de la coopération. Je suis persuadé que la Macédoine du Nord, assistée par les administrations des autres pays de l'EUSAIR, peut exploiter les possibilités offertes par la coopération macrorégionale.

L'adhésion de la Macédoine du Nord à l'EUSAIR consolide sa dimension politique et son rôle dans les processus de convergence et d'élargissement, plaçant cette stratégie macrorégionale, qui couvre cinq pays IAP (Instrument d'aide de préadhésion) et quatre États membres de l'UE, sous le sceau de l'«élargissement». La nature égalitaire de la coopération contribue au processus d'apprentissage mutuel et à l'extension de la portée des politiques de l'UE pertinentes à la Macédoine du Nord, tout en soutenant les priorités de la nouvelle Commission, en accordant une attention particulière à une «Europe plus forte sur la scène internationale» et au «Pacte vert pour l'Europe».

Durabilité et inclusion

En outre, le 27 mai 2020, la Commission a présenté un plan audacieux et complet en faveur de la relance européenne fondé sur trois valeurs primordiales: la solidarité, la cohésion et la convergence. Dans ce contexte, je suis convaincu que le cadre de coopération que constitue l'EUSAIR peut jouer un rôle unique, non seulement pour mieux répondre aux besoins les plus urgents sur le terrain, mais aussi pour poser les bases d'une croissance plus durable et plus inclusive dans la région adriatico-ionienne.

L'adhésion de la Macédoine du Nord est arrivée à point nommé, dans la mesure où

J'invite la Macédoine du Nord à participer activement à toutes les structures de gouvernance de l'EUSAIR, à apporter son expérience en tant que pays candidat à l'UE dans tous les secteurs pertinents et à en faire profiter tous les pays de la région. Il ne faut ménager aucun effort pour donner un coup de fouet à la reprise des économies de l'EUSAIR, stimuler leur double transition – numérique et verte –, et les rendre plus justes, plus résistantes et plus durables pour les générations à venir. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.adriatic-ionian.eu/>



Émilie-Romagne: attirer les talents et favoriser l'innovation

Région abritant des universités historiques et un appareil de production d'avant-garde, affichant une qualité de vie élevée, proposant des services de niveau européen et dotée d'un système d'infrastructures de transport très performant, l'Émilie-Romagne est un nœud stratégique en Italie et en Europe.

L'Émilie-Romagne est l'une des régions d'Italie les plus avancées sur le plan économique. Au cours des 20 dernières années, elle a tissé un réseau de liens entre la recherche et l'industrie et entre les universités et les entreprises, qui lui a insufflé un dynamisme qui lui a permis de s'adapter et de réagir aux fluctuations économiques tout en établissant un contexte attractif et propice à l'innovation.

Aujourd'hui, l'Émilie-Romagne est déterminée à favoriser le développement et à construire un avenir pour tous, en particulier pour les jeunes et leurs futurs enfants. Les citoyens d'aujourd'hui et de demain pourront vivre et grandir dans une région européenne qui, même sous l'effet de transformations de grande ampleur, a su exploiter son potentiel pour s'identifier aux meilleures expressions du changement.

Située dans le centre-nord de l'Italie et comptant près de 4,5 millions d'habitants, l'Émilie-Romagne est au cœur de la région la plus industrialisée du pays. Elle jouit d'une position géographique privilégiée, au carrefour entre le Nord et le Sud et au confluent de la Méditerranée, de l'Europe du nord et de l'Europe centrale, et assure le lien avec les pays de l'autre côté de la mer Adriatique et de la mer Ionienne. La région tire son nom de l'ancienne voie romaine, la Via Emilia, qui est une attraction touristique internationale, au même titre que son littoral densément peuplé.

D'une superficie de 22 452 km² et caractérisée par des plaines, des régions vallonnées et la chaîne de montagnes des Apennins, l'Émilie-Romagne s'étend sur neuf provinces. Sa capitale, la ville métropolitaine de Bologne, abrite la plus ancienne université du monde occidental, dont l'origine remonte au 11^e siècle.

Elle figure parmi les principales régions agricoles du pays, l'agriculture pesant près de 6% du PIB, en partie grâce à la contribution des coopératives agricoles, dont le nombre s'élève à plus de 8 000. Afin d'améliorer sa compétitivité, le secteur agricole a entrepris une réorganisation structurelle et est axé sur la production de produits de haute qualité, comme les céréales, les pommes de terre, le maïs, les tomates, les oignons, les fruits et les raisins pour la production vinicole. L'élevage bovin et porcin y est également bien développé.

Moteurs intelligents

Afin d'œuvrer en faveur d'une économie forte, ouverte, durable et mondiale, la région s'est récemment engagée à mettre en œuvre la stratégie de spécialisation intelligente, l'instrument utilisé à l'échelle de l'Europe pour améliorer l'efficacité des politiques publiques en matière de recherche et d'innovation (R&I). Elle a donc investi dans les industries qui sont actuellement les véritables forces motrices de l'économie régionale – bâtiment et construction, agroalimentaire, mécatronique et génie mécanique – ainsi que dans les domaines bourgeonnants des sciences de la vie, des mégadonnées et de l'économie créative.

La région entend également renforcer les moteurs du changement et, pour ce faire, elle développe les TIC, l'économie verte, le bien-être et la qualité de vie, et soutient l'innovation, la modernisation des services et la durabilité environnementale des systèmes de fabrication.

Au cours des cinq dernières années, l'économie de l'Émilie-Romagne a continué à progresser, consolidant ainsi son statut de locomotive économique régionale. Le PIB par habitant est demeuré largement supérieur à la moyenne du pays, affichant des variations annuelles comprises entre 0,5 % et 1,5 % et une évolution entre 2017 et 2021 de 4,1 % par rapport à la moyenne nationale de 2,3 % (estimations pré-Covid-19).

Les exportations ont toujours été l'un des moteurs de l'économie de l'Émilie-Romagne, deuxième région italienne en valeur des exportations et l'une des meilleures régions européennes en termes d'exportations par habitant. En 2019, les exportations régionales ont enregistré une croissance de 4,8 % par rapport à 2018, un chiffre bien supérieur à la moyenne nationale (+2,5 %), et supérieur à celui de la Lombardie (0,4 %) et de la Vénétie (1,1 %). Au cours des neuf premiers mois de 2019, les exportations de l'Émilie-Romagne ont dépassé les 49 milliards d'EUR, la hissant au deuxième rang national, derrière la Lombardie. La croissance de l'industrie touristique régionale s'est également révélée nettement positive, clôturant les 10 premiers mois de 2019 avec plus de 57,4 millions de visiteurs (+1,8 % par rapport à 2018).

Enfin, en 2019, le taux d'emploi s'établissait à 74,4 %, avec plus de 2 millions d'emplois disponibles. Il se rapprochait ainsi de l'objectif européen de 75 % pour 2020 et représentait une valeur supérieure de près 11 points de pourcentage à la moyenne nationale.

Ce fait déterminant va au-delà des atouts économiques régionaux et suscite une perspective plus large. La région de l'Émilie-Romagne est connue pour ses spécificités historiques, à savoir la concentration d'organisations et d'entreprises appartenant à la même chaîne de valeur dans une zone géo-



graphique spécifique. Ceci est dû à un ensemble de conditions favorables: l'attitude et la tendance au partage, même entre concurrents – et ses impacts sociaux connexes – l'esprit d'entreprise, le dialogue social et les échanges continus entre les systèmes éducatifs et commerciaux. La capacité à transformer ces conditions en un facteur commun est l'un des atouts de l'écosystème régional dans son ensemble, qui a joué un rôle décisif dans différents domaines, en premier lieu dans la transformation numérique.

L'impact de la politique de cohésion

L'Émilie-Romagne a exploité au maximum le soutien du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen offert dans le cadre du programme 2014-2020. Figurant parmi les meilleures régions d'Italie et d'Europe en termes d'utilisation efficace de ces ressources et du nombre de projets financés, la région a activé et connecté un système territorial composé d'institutions locales, de petites, moyennes et grandes entreprises, d'écoles, d'universités, d'instituts de recherche et d'organisations du secteur tertiaire. Grâce au financement de l'innovation technologique et à la promotion de la collaboration entre le monde de la recherche et la communauté des entreprises, l'Émilie-Romagne a renforcé son excellence dans le domaine de la fabrication, amélioré son efficacité énergétique et sa culture numérique intrinsèque, en s'appuyant toujours sur la vocation des territoires et leur capacité à définir de nouvelles trajectoires de développement. C'est la raison pour laquelle, en sus du soutien accordé à la productivité, la R&I, les actions de responsabilité sociale et l'innovation ont également été encouragées.

L'harmonie et la cohésion sociales sont inscrites dans l'ADN de l'Émilie-Romagne. La région a encore une fois réussi à concrétiser la politique de cohésion dans chaque segment. En témoigne la réaction immédiate de l'UE en faveur de la reconstruction des nombreuses zones sinistrées par le terrible tremblement de terre de 2012, permettant ainsi la reprise des activités manufacturières. La collaboration et la cohésion entre les entreprises locales ont également contribué à faire démarrer les travaux de reconstruction et à répartir la production. À l'heure actuelle, on constate également cette volonté de travailler en équipe face à l'urgence due à la pandémie de COVID-19.

Six priorités économiques

Le programme opérationnel régional FEDER (POR) 2014-2020 a été mis en œuvre comme passerelle vers une croissance intelligente et durable. Les politiques régionales accordent une place centrale au capital humain et territorial afin de renforcer le pouvoir d'attraction des zones et des villes. Cette approche a créé de nouvelles possibilités d'emploi et de développement des entreprises et a renforcé la compétitivité du système éco-

nomique, qui s'est traduit par une augmentation de 481,8 millions d'EUR pour la période 2014-2020 pour les fonds nationaux et régionaux.

Le POR a défini six priorités stratégiques pour le développement de l'économie de l'Émilie-Romagne: R&I pour le transfert de technologies vers l'ensemble du système de fabrication; développement des TIC pour installer le haut débit dans toute la région; renforcement de la compétitivité et de l'attractivité des entreprises pour développer l'économie et augmenter les possibilités d'emploi; économie sobre en carbone pour réduire l'impact environnemental de l'économie régionale; requalification et promotion des ressources environnementales et culturelles pour encourager le tourisme et améliorer l'excellence régionale; et création de villes attrayantes et participatives offrant de nombreuses opportunités et possibilités d'interaction sociale, susceptibles de relancer une réelle participation à la communauté.

Fin 2019, les fonds disponibles au titre du FEDER POR 2014-2020 ont été entièrement mis à profit. Quelque 480 millions d'EUR ont été alloués, soit 99,6% de l'allocation totale, et



3 460 projets ont été sélectionnés dans le cadre de processus de candidature, dont 1 407 ont déjà été menés à bien, pour un investissement global de 832,4 millions d'EUR.

Chaque investissement s'inscrit dans une perspective de croissance régionale à long terme, comme l'illustre l'enveloppe de plus de 23 millions d'EUR allouée en faveur de la requalification du patrimoine culturel afin de stimuler le développement futur de la culture et du tourisme. Sur la base de cette perspective, la région a défini la nature stratégique du rôle des communautés locales afin d'améliorer leur compétitivité et la connaissance du fait que la concurrence mondiale dépend davantage de la capacité d'un territoire à renforcer sa propre identité, son capital manufacturier, social et culturel, ainsi qu'à attirer les entreprises, le capital humain et les projets innovants à forte valeur ajoutée. Ces deux objectifs exigent des synergies entre les investissements publics et privés et entre les stratégies européennes, nationales, régionales et locales visant à favoriser la croissance, créer des emplois et améliorer la qualité de vie.

Une autre priorité porte sur le soutien à la R&I, un domaine où la capacité de l'Émilie-Romagne à concrétiser des idées, des expériences et des compétences n'est plus à démontrer. La région avait déjà commencé à constituer son réseau de haute technologie dans le cadre de précédents programmes financés par l'UE afin de soutenir l'écosystème régional de l'innovation. Ce réseau a eu un effet multiplicateur sur la recherche industrielle, le transfert de technologies et l'attractivité en termes d'innovation, posant les bases qui permettront d'obtenir des résultats de calibre international. Pour ce faire, l'Émilie-Romagne s'est concentrée sur deux problématiques majeures que sont la durabilité et la numérisation, et a démontré la capacité de la région à relever des défis de taille au niveau européen, notamment celui des mégadonnées.

Reconnaissance internationale

L'écosystème consolidé et les politiques régionales intégrées en matière de R&I sont un véritable atout qui a permis à la région de remporter deux prestigieux prix internationaux en 2017 et 2019. Le premier lauréat était le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme; le deuxième, Leonardo, le supercalculateur d'une capacité de calcul extraordinaire qui, s'il était en service, serait le plus puissant au monde. Leonardo permettrait à Bologne de rejoindre Barcelone et Helsinki au sein du réseau européen de calcul de haute performance.

Cette infrastructure numérique de grande ampleur est fondée sur l'intelligence humaine. Par conséquent, la région a consenti des investissements significatifs dans des compétences précieuses dans ce secteur par le biais d'un financement relevant du programme opérationnel du Fonds social européen, des cours de formation de troisième cycle, des bourses de doctorat et de recherche, et l'octroi d'une enveloppe de 900 000 EUR au programme innovant dans le domaine de l'enseignement supérieur axé sur les mégadonnées. Ces investissements visent à doter les nouveaux diplômés de connaissances et de compétences qui leur permettront de transformer les mégadonnées en informations à forte valeur ajoutée destinées aux organisations pour lesquelles ils travaillent. Grâce à ces actions et à la vocation internationale de l'écosystème régional de l'innovation, l'Émilie-Romagne est désormais une région qui attire de jeunes talents étrangers ayant des qualifications élevées en les invitant à envisager un parcours professionnel dans leurs propres disciplines.

En ce qui concerne la mise en œuvre de la politique de cohésion sur tout son territoire, la région demeure résolue et déterminée à renforcer le lien entre les institutions, le monde de l'éducation et de la formation, le système de recherche et le système de production économique. Grâce à toutes ces réalisations que l'on doit aux fonds européens et à l'adoption d'une stratégie capable d'anticiper les défis actuels, l'Émilie-Romagne se tient prête à devenir la «Data Valley» européenne et à jouer un rôle majeur dans la révolution numérique qui transforme nos économies et nos sociétés.

De même, la région a été en mesure de réagir aux défis modernes, comme l'épidémie de COVID-19. En l'espace de quelques semaines seulement, les entreprises et les laboratoires de recherche ont proposé 190 projets de recherche portant notamment sur les méthodes d'assainissement, les technologies de distanciation, les activités à distance ou encore les nouveaux dispositifs médicaux. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.regione.emilia-romagna.it/>

L'Émilie-Romagne réitère son engagement à construire un avenir meilleur

Stefano Bonaccini, président de la région de l'Émilie-Romagne, explique comment sa région utilise de manière optimale les financements de l'UE pour investir dans la durabilité environnementale, économique et sociale.



L'Émilie-Romagne a démontré sa capacité à utiliser à bon escient les fonds de l'UE. Quels sont, d'après vous, les facteurs qui jouent sur cette capacité?

Deux facteurs sont pour le moins essentiels. Le premier est la capacité de l'administration à allouer, avec pragmatisme, rapidité et détermination, un financement en fonction des besoins et du potentiel d'un territoire. Le deuxième est la capacité du territoire – les municipalités, les visiteurs et même les citoyens – à saisir les occasions qui se présentent à lui, qu'il s'agisse d'un processus de sélection pour des procédés de production innovants ou d'une formation d'enseignement supérieur.

En Émilie-Romagne, ces deux aspects ont évolué ensemble, de programme en programme. Un troisième facteur est également vital: le dialogue social. En 2015, nous avons signé le pacte pour l'emploi avec toutes les entités de la région immédiatement après l'approbation des programmes opérationnels FEDER-FSE 2014-2020. Plus de 50 organisations, regroupant des organisations patronales et syndicales, des

administrations locales, des entreprises du secteur tertiaire, des universités et des écoles, ont systématiquement collaboré à la planification des politiques de développement et de cohésion de l'Émilie-Romagne. Elles se sont concentrées sur des priorités et des actions permettant d'atteindre un objectif commun: accroître la valeur ajoutée de l'économie régionale grâce à la création d'emplois de qualité. Aujourd'hui, les ressources du programme 2014-2020 ont été allouées dans leur intégralité, et le chômage – avant la pandémie – a chuté de 9 % à 5 % au cours des cinq dernières années. Nous utilisons 100 % des fonds européens. Et, comme je l'ai toujours dit, si nous disposions de plus de fonds, nous les dépenserions. Ces fonds constitueront l'un des piliers qui étayeront le plan de relance dans les mois à venir.

Les préparatifs pour la période de programmation 2021-2027 sont en cours depuis quelque temps. Quelles priorités ont-elles été définies pour l'Émilie-Romagne?

La priorité à l'heure actuelle, face à la pandémie de COVID-19, est avant tout

de relancer la région. À cet égard, nous saluons chaleureusement l'approbation de notre demande visant à revoir la stratégie d'affectation des Fonds structurels européens qui ont déjà été alloués aux nouveaux besoins découlant de la crise du coronavirus. Aux côtés de la Toscane, nous sommes la première région d'Italie, et l'une des premières en Europe, à avoir obtenu l'autorisation de tirer parti de la flexibilité prévue par l'Initiative d'investissement en réponse au coronavirus (CRII). C'est la raison pour laquelle, après la levée du confinement, nous utiliserons la première tranche de 8,3 millions d'EUR pour financer des projets industriels et des centres de recherche favorisant les solutions innovantes. La sécurité sanitaire va devenir un nouveau domaine de l'industrie en Émilie-Romagne. Cette reconnaissance par la Commission renforce davantage la certitude de s'être engagé sur le chemin approprié et vertueux qui nous éloigne de l'urgence qui a marqué notre vie ces derniers mois, grâce à l'utilisation de ressources supplémentaires.

En ce qui concerne la période 2021-2027, nous devons remédier à de nouvelles fragilités sociales et territoriales

« Nous poursuivrons nos efforts afin de faire de Bologne et de l'Émilie-Romagne un énorme incubateur de nouvelles sciences, un pôle de recherche européen consacré à relever les grands défis du nouveau siècle. »

et redoubler d'efforts pour mettre en place un modèle de développement quelque peu différent de celui d'hier. La nouvelle programmation des fonds européens, et le nouveau pacte que nous signerons, accordera une place centrale à la durabilité environnementale, économique et sociale, ainsi qu'à la qualité de l'emploi. Notre ambition est de transformer la production vers une durabilité totale à renfort d'investissements dans le capital humain, les vocations territoriales, une agriculture résiliente face au changement climatique, les énergies renouvelables et l'économie circulaire, la numérisation, un nouveau système de protection sociale et la modernisation de nos services sociaux, ainsi que les industries traditionnelles confrontées à des défis innovants. L'idée d'un Pacte vert pour l'Europe représente une occasion que nous ne pouvons pas manquer, surtout dans cette région qui est l'une des plus polluées du pays.

La «Data Valley» de l'Émilie-Romagne: quelle est la genèse de ce projet ambitieux?

Les mégadonnées sont aujourd'hui les matières premières d'un nouveau développement économique et social. En Émilie-Romagne, nous nous employons à bâtir les infrastructures les plus puissantes pour les mettre au service de la

croissance de la région et du pays, en investissant dans l'avenir comme nulle autre région d'Italie et peu d'autres en Europe ne l'ont fait. Le projet «Data Valley de l'Émilie-Romagne» renforce les institutions de recherche et les compétences de notre territoire – l'Émilie-Romagne héberge déjà 70% de la capacité informatique de l'Italie – pour assurer la planification du travail, des entreprises et de la société de demain. Nous croyons en notre capacité d'excellence, au partage des connaissances et au travail en réseau au sein du système scientifique en tant que facteurs qui renforcent l'attractivité de notre région. Le soutien du gouvernement italien a également contribué à la mise en place du projet, au même titre que les occasions émanant de l'Europe, de projets et de capital humain d'une valeur extraordinaire que nous avons su saisir.

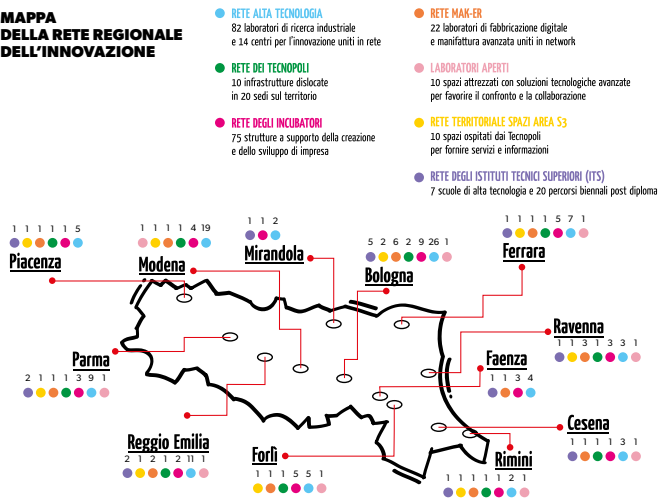
Comment voyez-vous l'évolution du projet?

Nous poursuivrons nos efforts afin de faire de Bologne et de l'Émilie-Romagne un énorme incubateur de nouvelles sciences, un pôle de recherche européen consacré à relever les grands défis du nouveau siècle. Les travaux sur le chantier du Tecnopolo de Bologne n'ont jamais cessé, même au point culminant de la pandémie. Ainsi, les premières uni-

tés destinées à abriter les ordinateurs du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMMT) seront prêtes dans quelques semaines. Et ce n'est pas tout: le super-calculateur Leonardo va déménager à Tecnopolo et nous nous préparons à accueillir quelque 250 chercheurs dans le cadre du projet Copernicus. Notre stratégie s'articule autour de deux priorités: renforcer ces investissements afin que la communauté de la région puisse bénéficier pleinement de cet avantage concurrentiel extraordinaire, et investir dans ses ressources humaines. Les données sont d'extraordinaires moteurs de développement, à condition toutefois de disposer des personnes capables de les utiliser de manière optimale, dans l'intérêt de tous. Nous nous mobilisons de la sorte parce que le futur commence ici et maintenant et – fait tout aussi important – parce que le changement est axé sur le bien-être des communautés et des citoyens. Par conséquent, les fonds européens, et leur utilisation intégrée, constituent un instrument de politique régionale extraordinaire. ■

Le réseau de haute technologie et les associations Clust-ER

MAPPA DELLA RETE REGIONALE DELL'INNOVAZIONE



Fort de ses 86 laboratoires de recherche industrielle et 14 centres d'innovation répartis au sein de 20 technopoles, le réseau de haute technologie d'Émilie-Romagne fournit compétences, instruments et ressources au service du développement des entreprises. En mettant à profit les synergies entre les organisations publiques et privées, les universités et les organismes de recherche, le réseau assure l'interface entre les mondes de la recherche et de la production. Un atout majeur et fondamental de l'écosystème régional de l'innovation réside dans sa capacité à transférer les résultats de la recherche aux entreprises. C'est la raison pour laquelle, en 2018, les associations Clust-ER – communautés d'organisations publiques et privées (centres de recherche, entreprises, fournisseurs de formation) – ont été mises en place afin de renforcer le réseau. Au sein des Clust-ER, les centres de recherche et d'innovation du réseau s'intègrent aux entreprises et aux établissements d'enseignement supérieur pour assumer un rôle de coordination et fournir une stratégie pour les secteurs qui constituent les moteurs de l'économie régionale: agroalimentaire, bâtiment et construction, énergie et durabilité, culture et créativité, santé et bien-être, innovation dans les services, mécatronique et automobile.

Le réseau de haute technologie d'Émilie-Romagne a bénéficié d'un soutien financier de 128 millions d'EUR, dont 90 millions d'EUR en provenance du FEDER.

<https://www.retealtatecnologia.it/>

SUPER performance fondée sur les données régionales

L'infrastructure numérique développée par le projet SUPER est au cœur du «Big Data Technopole» de Bologne, implanté dans la Data Valley. Elle sera capable de traiter une énorme quantité de données et consolidera les services afin de mener à bien une recherche de haut niveau et des innovations technologiques qui serviront une large palette d'applications. Le projet sera axé en particulier sur la génomique, la médecine régénérative, les bio-banques, les matériaux avancés et les systèmes de production innovants. Cela confèrera à la région, qui abrite 70% de la capacité informatique totale de l'Italie et qui se hissera bientôt au 5^e rang mondial (elle occupe actuellement la 19^e place), un formidable potentiel pour devenir un pôle international dédié aux mégadonnées et à l'intelligence artificielle.

Le projet «Supercomputing Unified Platform Emilia-Romagna» a reçu une enveloppe d'environ 4 millions d'EUR de la part du FEDER pour soutenir la recherche et l'innovation.

<https://www.regione.emilia-romagna.it/datavalley>



Modène ouvre un espace de laboratoire en faveur de la collaboration culturelle



Installé dans une ancienne centrale électrique de Modène, ce laboratoire ouvert fait partie du réseau régional qui comprend 10 sites similaires dans la capitale de la région. Chaque laboratoire est consacré à des questions qui revêtent une importance prioritaire pour chaque zone urbaine, ce qui favorise la participation et l'inclusion numériques des citoyens. La ville de Modène met à l'honneur la culture, le théâtre et la créativité, et encourage les indépendants, les jeunes pousses, les institutions et les citoyens à collaborer au développement de services TIC avancés qui rendront la ville plus attrayante et favoriseront la participation.

Le FEDER a contribué pour un montant de 3 millions d'EUR sur un investissement total de 3,9 millions d'EUR, afin de revaloriser la zone industrielle et de gérer le laboratoire ouvert de Modène.

<http://www.laboratoriaperti.it/modena>

Rapprocher la recherche et l'innovation de la production

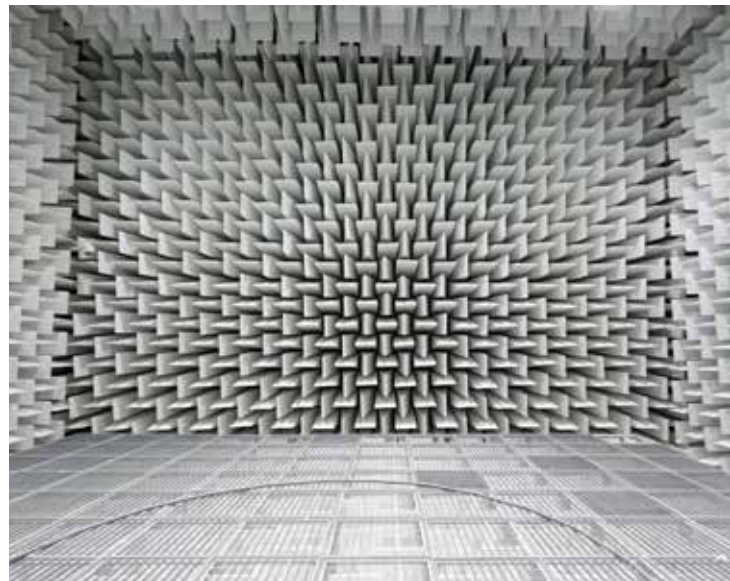
Le technopôle de Ferrare est un complexe de laboratoires de recherche industrielle et de transfert de technologie qui permet aux plus petites des usines d'accéder à une recherche de pointe et de mettre à l'essai de nouvelles techniques de production, des matériaux plus efficaces et des produits innovants.

Sa création constitue une étape importante pour résorber l'écart entre la recherche et l'innovation et la production. Le technopôle permettra aux usines d'avoir recours à des équipements scientifiques de pointe et de profiter des compétences de chercheurs hautement qualifiés, au fait des dernières découvertes grâce à leurs contacts réguliers avec le monde de la recherche scientifique fondamentale.

Soutenu par le FEDER, le technopôle abrite des laboratoires dédiés aux biotechnologies appliquées à la médecine; à la mécanique avancée; à la restauration architecturale et urbaine et à la remise en état et au réaménagement du patrimoine culturel; ainsi qu'à l'environnement, à l'eau, à la terre et aux habitats.

MechLav est un laboratoire de recherche industrielle spécialisé dans la mécatronique et les moteurs, l'innovation dans les services et la numérisation. Il fait partie du réseau de haute technologie et encourage le développement de nombreux projets de recherche en collaboration avec les entreprises locales, à l'échelon national et international, afin d'établir de véritables accords de partenariat.

<http://www.unife.it/international/research/technopoles#null>



Césène se focalise sur la jeune génération



La bibliothèque Malatestiana de Césène fait l'objet de travaux de rénovation de son centre cinématographique et d'agrandissement de la bibliothèque pour enfants, grâce à un financement de 1,2 million d'EUR du FEDER. L'enveloppe totale de 2,95 millions d'EUR servira à améliorer les ressources artistiques, culturelles et environnementales de la région. La bibliothèque pour enfants sera déplacée dans la section actuelle réservée aux ouvrages de non-fiction, doublant ainsi l'espace disponible pour le nombre croissant de jeunes lecteurs, en hausse de 38% sur les 12 derniers mois. Le centre cinématographique sera déménagé au rez-de-chaussée et offrira de nouveaux services, comme une salle de projection de 50 places, une nouvelle salle de conférence et un nouvel espace d'exposition.

Il figure parmi les 20 projets présentés au cours de l'année 2018. La semaine de la culture «Diverse ENERgies» vise à revaloriser le patrimoine culturel de la région.

<http://www.comune.cesena.fc.it/malatestiana/ragazzi>

Le village biomédical: prospérer dans un environnement sain

Aujourd'hui, le technopôle de Mirandola (Tecnopolo di Mirandola), financé essentiellement par le FEDER, fait partie d'un système intégré d'avant-garde, unique en son genre en Italie, au service des entreprises locales et étroitement lié à l'Université de Modène et de Reggio d'Émilie. Le «village biomédical» est en mesure de catalyser les investissements et de mieux répondre aux attentes d'un système de santé de plus en plus orienté vers une médecine personnalisée et de précision. Le technopôle comprendra deux nouveaux laboratoires, des espaces de cotravail, une zone consacrée à la création de prototypes en tant que service pour les entreprises, et un nouvel incubateur pour start-up, doté de ses propres bureaux et laboratoires. Jusqu'à présent, 4 250 000 EUR ont été investis dans l'infrastructure, dont 3 828 000 EUR en provenance du FEDER.



Les nouveaux technopôles proposent des formations universitaires et de troisième cycle. Par ailleurs, l'Université de Modène et de Reggio d'Émilie a lancé son premier cursus de master en 2019. Les installations visant à accélérer les processus d'innovation et resserrer les liens avec le réseau régional de haute technologie et les relations avec les réseaux nationaux et internationaux renforceront l'écosystème local. Cette démarche permettra à son tour d'accélérer la dynamique de développement, de renforcer la compétitivité du secteur et d'attirer davantage de jeunes talents et de scientifiques de haut niveau.

<http://www.distrettobiomedicale.it/il-tecnopolo-veronesi-di-mirandola/>

Prendre les bonnes décisions vers la réalisation d'une mobilité durable

Afin d'atteindre les objectifs de l'UE de réduction des émissions à l'origine du changement climatique, la région d'Émilie-Romagne a soutenu des actions ciblées dans les transports publics afin de promouvoir une mobilité durable. Ces interventions comprennent le renouvellement du matériel roulant, grâce à l'acquisition d'autobus et de trolleybus hybrides ou fonctionnant au méthane ou GPL et à faible impact environnemental. D'ici à la fin de 2020, 170 véhicules écologiques de transports locaux feront leur entrée sur le réseau, 125 étant déjà en service. En outre, une flotte de véhicules entièrement électriques et deux systèmes pilotes de distribution de GPL aux nouveaux bus ont été commandés.

L'enveloppe financière du FEDER, qui s'élève à plus de 18 millions d'EUR, a permis d'acquérir des véhicules publics à faible impact environnemental. Au total, quelque 28 millions d'EUR ont été mis à disposition par le Fonds en faveur d'interventions dans les systèmes de transport intelligents et de la mobilité durable.

<https://url.emr.it/qd857h0v>



Tous les regards sont rivés sur Campovolo

Ce projet de réaménagement de la zone de Campovolo, qui a démarré en 2018 grâce à une subvention de l'UE, sera inauguré le 12 septembre 2020 à l'occasion d'un concert du chanteur-compositeur italien Luciano Ligabue.

Unique en son genre à l'échelle mondiale, la nouvelle aréna, située à un jet de pierre de l'aéroport de Campovolo à Reggio d'Émilie, a une capacité d'accueil de 100 000 spectateurs dans le cadre de grands événements extérieurs, et le site dispose d'une sécurité maximale et d'une grande facilité d'accès. Le projet a également bénéficié d'un financement public de l'ordre de 1,7 million d'EUR de la région de l'Émilie-Romagne et du FEDER 2014-2020.

Une zone de plus de 20 hectares jouxtant l'aéroport va être réaménagée pour améliorer l'expérience du divertissement et l'intégration sociale dans la ville grâce à un espace dédié aux grands événements nationaux et internationaux. L'aménagement paysager et le génie écologique ont permis de concevoir des voies d'accès, un espace de réception spacieux, une scène pour les grands événements ainsi que des espaces de service et des coulisses qui donneront au public une visibilité accrue et un rendu acoustique inégalé, tout en limitant les émergences sonores dans les zones habitées avoisinantes.

<https://www.cvolo.it/>



Chaque photo raconte une histoire

#EUinmyregion est une campagne de communication créée conjointement, dont l'objectif est d'améliorer la visibilité des projets financés par l'UE à travers l'Europe. À l'aide d'outils et de supports de communication, les autorités de gestion et les bénéficiaires des projets sont invités à montrer aux citoyens les actions menées dans leur région en collaboration avec l'UE.

En 2020, les partenaires, tels que les autorités de gestion et les bénéficiaires des projets, sont encouragés à envoyer leurs photos dans le cadre du concours de cartes postales pour tenter leur chance de remporter 300 cartes postales et de figurer dans les activités de communication de la DG REGIO. Voici une sélection des photos lauréates.

EU IN
MY REGION





01 Les partenaires du projet **Acuinano** en Espagne et au Portugal développent des méthodes qui permettent de détecter les nanoparticules métalliques et de mesurer leur incidence sur les écosystèmes aquatiques et les produits de l'aquaculture.

02 **Linking Alps**: ce projet élabore des stratégies et des outils innovants pour interconnecter les services d'information sur la mobilité dans un espace alpin décarboné en Autriche.

03 Huit pays méditerranéens partagent leurs expériences en matière de patrimoine culinaire dans le cadre du projet **Croatia Medfest**, qui est axé sur le développement du tourisme durable.

04 **EUCycle** espère promouvoir le vélo dans les régions de Hongrie, de Belgique, d'Allemagne, de Pologne et d'Italie en mettant en œuvre de meilleures politiques et solutions qui favorisent la décarbonation des transports.

05 Le projet **Our Way** en Espagne s'attache à promouvoir, conserver, protéger et développer le patrimoine culturel et naturel grâce au réseau des voies vertes qui sillonne six régions.

06 Le projet de **plantation et de fabrication de thé de Goreana** aux Açores, au Portugal, met à profit le financement de l'UE pour développer de nouveaux types de thé *Camelia sinensis*.

07 **SOUTH BALTIC MANORS** met en valeur les monuments historiques transfrontaliers en Lituanie, en Pologne, au Danemark et en Allemagne afin de contribuer à la protection et au développement du patrimoine et du tourisme régionaux.

08 Le projet **TecnOlivo** applique l'agriculture de précision à l'oléiculture en Espagne et au Portugal afin d'aider les oléiculteurs à contrôler leurs cultures et à prendre des décisions en la matière.

09 Le projet **IndieCade** a apporté son soutien au premier festival international de jeux indépendants à avoir lieu depuis 2016. Cet événement, organisé à Paris en octobre 2019, a été cofinancé par le FEDER en partenariat avec la Paris Games Week. Le festival IndieCade 2020 se déroulera en ligne du 16 au 24 octobre.

10 Le patrimoine culturel évoquant Napoléon est le thème central du projet **NAPOCTEP**, qui s'emploie à élaborer un produit de tourisme durable qui sera source d'activité économique en Espagne et au Portugal.

11 **River Promenade III** transforme une zone transfrontalière d'Estonie et de Russie en une région attrayante sur le plan du tourisme et du développement des entreprises.

12 Les partenaires de **Medtech4Europe** en Hongrie, en France et aux Pays-Bas améliorent les politiques en matière de recherche, de développement et d'innovation afin de mieux soutenir les technologies médicales et les soins de santé dans l'UE.

09



10



11



12



POUR EN SAVOIR PLUS

Pour de plus amples informations sur la manière de participer, consulter: www.euinmyregion.eu

#EURegionsWeek: trois en un



L'édition 2020 de la Semaine européenne des régions et des villes est confrontée à deux défis de taille: organiser un grand événement dans le monde de l'après-pandémie et gérer un nombre record de candidatures de partenaires. La solution? Trois semaines pour le prix d'une!

La 18^e édition de la semaine EURegions, co-organisée par la DG REGIO et le Comité des régions, aurait dû avoir lieu «en direct» du 12 au 15 octobre 2020 à Bruxelles, en Belgique. Organiser en une seule semaine, comme cela avait été prévu au départ, 500 séances en assurant le respect des règles de distanciation sociale aurait été quasi impossible.

L'événement sera donc désormais étalé sur trois semaines. La plupart des séances se dérouleront en ligne, les événements politiques importants (comme les dialogues avec les citoyens ou les prix REGIOSTARS) seront organisés dans un format hybride – présentiel et en ligne –, tandis que l'exposition et les présentations connexes seront déployées sur le terrain.

Sous le slogan «Redémarrer. Europe. Ensemble», ces trois semaines aborderont successivement les trois thèmes de l'édition 2020:

- > 5-9 octobre: **Responsabiliser les citoyens**
- > 12-15 octobre: **Cohésion et coopération**
- > 19-22 octobre: **Europe verte**, en coopération avec la Semaine verte.

Cet événement est le plus grand rassemblement annuel consacré à la politique de cohésion organisé à Bruxelles. En 2019, il a enregistré un nombre record de plus de 9 300 participants (représentants locaux et régionaux, autorités de gestion des fonds de l'UE, promoteurs de projets, experts, universitaires, etc.), ainsi que plus de 300 représentants des médias.

Les candidatures pour l'édition de cette année ont plus que doublé par rapport à l'année dernière, avec 206 projets présentés dans le cadre des REGIOSTARS 2020 – un autre record pour ce concours annuel récompensant l'excellence et les nouvelles approches en matière de développement régional. Ce résultat exceptionnel confirme la tendance d'une participation croissante que nous constatons chaque année.

Le concours se fonde sur les cinq catégories suivantes: transition industrielle, économie circulaire, compétences et éducation pour une Europe digitale, engagement des citoyens; et les jeunes au fil de 30 années d'Interreg.

Cette année, les courtes présentations de tous les candidats sont disponibles sur la plateforme du concours utilisée par les participants: <https://regiostarsawards.eu/>

Un jury indépendant a choisi jusqu'à cinq finalistes par catégorie, qui ont été annoncés le 9 juillet. Les votes exprimés après cette date seront ensuite comptés pour les finalistes en compétition pour le prix du public REGIOSTARS 2020. Bonne chance à tous les participants! ■

LA PAROLE EST À VOUS

PANORAMA
vous invite
à envoyer vos
commentaires!

«La parole est à vous» est la section de *Panorama* où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen présentent leurs réalisations pour la période 2014-2020 et donnent leur avis sur les discussions décisives

actuelles sur la politique de cohésion de l'après-2020. *Panorama* vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous à : regio-panorama@ec.europa.eu pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions.

Tour d'horizon des villes d'Europe



Ivo Banek
Directeur de la communication,
Eurocities

La police municipale fait les courses des personnes âgées confinées chez elles. Les hôtels se transforment en refuges pour les sans-abri. Les bus et les métros continuent de circuler pendant le confinement imposé par le coronavirus pour amener le personnel médical au travail, souvent gratuitement. Les événements culturels ont lieu en ligne – ou s'invitent chez les gens grâce à des écrans de cinéma installés dans les rues.

Toutes ces images me sont venues à l'esprit quand j'ai entendu la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'exclamer : «C'est le moment de l'Europe», lorsqu'elle a proposé le fonds de relance de 750 milliards d'EUR pour

aider l'UE à «réparer et préparer la génération de demain».

Les villes ont été les plus durement touchées par la crise de la COVID-19, mais elles ont réagi rapidement et ont fait preuve d'une créativité débordante, protégeant les personnes les plus vulnérables, adaptant les services publics et soutenant les entreprises locales.

Mais il y a urgence. Les budgets des villes ont été étirés au-delà des limites. Sans financement supplémentaire, les villes n'auront d'autre choix que de faire des coupes claires dans les services. En Italie, j'ai entendu un maire désespéré déclarer qu'il était prêt à éteindre l'éclairage public – avant de faire des coupes dans les soins aux personnes âgées et handicapées ou tailler dans les contributions aux familles dans le besoin.

Il n'est dans l'intérêt de personne que les villes soient plongées dans l'obscurité. Je pense en réalité que les villes peuvent éclairer la voie de la reprise de l'Europe. Les exemples inspirants sont légion, à l'image de certains grands quartiers de Londres qui deviennent des zones sans voitures à mesure que le confinement est levé. Les routes seront réservées aux piétons, aux cyclistes et aux autobus; selon le maire de la ville, ces mesures permettront de «réaménager les rues de Londres en faveur des habitants». D'autres villes lui emboîtent le pas: Paris, Milan et Budapest, alors que beaucoup d'autres réaménagent leurs espaces publics pour créer un avenir plus vert, plus propre et plus sain.

Amsterdam a adopté un nouveau cadre pour la reprise économique de la ville, le «modèle du Donut». Ce modèle transcende les paradigmes économiques traditionnels et met les besoins et le bien-être de tous les citoyens et l'environnement au cœur des préoccupations.

Et les villes partagent leur expérience et leurs meilleures pratiques, notamment par le biais de la plateforme COVIDnews d'Eurocities, dans le but d'apprendre les unes des autres et se soutenir mutuellement par-delà les frontières – la solidarité européenne en action.

Le moment de l'Europe a lieu dans les villes. Il est toutefois difficile de connaître la proportion exacte de l'ambitieux fonds de relance qui atteindra le niveau local. À l'heure actuelle, la plupart des mesures sont destinées aux États membres, mais ne précisent pas le pouvoir de décision dont jouiront les autorités municipales. Il faut changer ça.

La crise mondiale du coronavirus met l'Europe à l'épreuve. Et c'est au niveau des villes que tout va se décider. Pour répondre aux besoins des citoyens et des entreprises, il y a lieu de renforcer et de mieux structurer la participation des villes. Nous devons instaurer une nouvelle collaboration entre les villes, les régions, les pays et l'Union européenne.

C'est le moment de l'Europe. L'heure est venue. ■



La communauté de l'audit donne une assurance aux Fonds ESI

Fervent partisan d'un dialogue étroit entre les auditeurs des États membres, Franck Sébert, directeur de l'audit de la DG REGIO depuis 2014, nous livre son expérience personnelle sur la manière dont coopère et communique la communauté d'audit des Fonds ESI.



L'audit des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) suppose de travailler dans un environnement régi par un niveau de règles et de procédures techniques très élevé et d'interagir avec un large éventail de parties prenantes. Les intérêts financiers en jeu, la gamme d'investissements et les domaines d'intervention sont énormes. Les responsabilités en termes de gestion des fonds sont partagées. Il est donc primordial que les auditeurs de la Commission et des États membres adoptent une approche cohérente et aient une compréhension commune du cadre d'assurance.

Les contacts entre les services d'audit de la Commission, les autorités d'audit des États membres et la communauté de l'audit des Fonds ESI sont fréquents et approfondis. Les thèmes abordés peuvent exiger une coordination spécifique avec un État membre ou une autorité d'audit ou peuvent être plus transversaux et concerner les autorités de tous les États membres.

Dites-nous en plus sur la collaboration au sein de la communauté de l'audit des Fonds ESI?

Tout d'abord, les auditeurs de la Commission et ceux des États membres associés aux audits de la Commission entretiennent des contacts et des échanges directs quotidiens afin d'apprendre et de faire part de leur expérience commune. Les réunions annuelles de coordination des audits sont l'occasion très intéressante de tenir des échanges bilatéraux: une fois par an, les services d'audit de la

Commission se réunissent avec les autorités d'audit de chaque État membre pour coordonner leurs plans et méthodes d'audit. Cet aspect constitue également une obligation au titre du RDC.

Cela dit, notre coopération avec les auditeurs des États membres dépasse largement le cadre des obligations réglementaires. Depuis près de trois décennies, les services d'audit de la Commission et les instances de contrôle des États membres organisent des réunions plénières annuelles dans un État membre. De plus, des réunions techniques multilatérales ont lieu deux ou trois fois par an, à Bruxelles, afin de discuter des problèmes récents rencontrés dans le cadre des approches et méthodes d'audit communes et d'interpréter la législation pertinente. Ces événements donnent l'occasion aux collègues du réseau de se rencontrer pour échanger leurs expériences et leurs bonnes pratiques.

Nous avons perfectionné la pratique qui consiste à former des groupes de travail ad hoc informels entre les services d'audit de la Commission et les auditeurs des États membres intéressés qui collaborent sur des thèmes spécifiques et rendent compte lors de la plénière pour validation. Ces groupes illustrent la pratique de la propriété partagée pour les produits, qui sont le fruit d'une réflexion conjointe visant à élaborer et préparer des méthodologies ou des instructions d'audit.

La communauté d'audit des Fonds ESI forme un réseau de collègues qui échangent leurs meilleures pratiques et

assimilent chacun l'expérience des autres pour devenir un groupe de professionnels qui, bien qu'issus de différents États membres, sont unis dans leurs efforts visant à protéger les intérêts financiers de l'UE et la bonne gestion des Fonds ESI.

En quoi cette coopération est-elle importante?

Il est essentiel que les services d'audit de la Commission soient informés des défis rencontrés sur le terrain par les États membres et leurs régions afin qu'ils puissent les aider à surmonter ou à anticiper les difficultés. Cet échange est nécessaire pour informer la communauté de l'audit des outils méthodologiques (approches d'audit et critères d'évaluation, listes de contrôle, etc.) ou des initiatives importantes de la Commission, telles que:

- le suivi des recommandations importantes du groupe de haut niveau sur la simplification à l'intention des bénéficiaires des Fonds ESI concernant les questions d'audit;
- les approches d'audit proportionnelles améliorées pour donner une assurance dans le cadre de la période de programmation 2021-2027;
- la coordination des approches entre les autorités d'audit et la Cour des comptes européenne, pour mettre en pratique le concept d'audit unique et éviter de faire peser des charges inutiles sur les entités contrôlées.

À cet égard, la communauté de l'audit a approuvé et publié, en 2018, une «Charte de bonnes pratiques lors des audits au titre de la politique de cohésion, du FEAMP et du FEAD» qui avait trait au cycle d'audit et à la nécessité d'instaurer une meilleure communication avec les entités auditées.

Un groupe de travail a récemment publié un document de réflexion sur la documentation d'audit et la piste d'audit. Un autre groupe apporte son soutien à l'élaboration d'une future législation dérivée sur les échantillons d'audit. Auparavant, un groupe de travail a été chargé de la révision de la décision de la Commission fixant les orientations pour déterminer les corrections financières à apporter aux dépenses financées par l'Union en cas de non-respect des règles applicables en matière de marchés publics. Un autre groupe cherchait à optimiser les contrôles de gestion dans le travail d'audit.

Nous savons à quel point il est important de partager ouvertement les résultats des audits pour assurer le caractère légal et régulier des dépenses. Nous conseillons aux autorités de gestion et d'audit d'employer une typologie commune des erreurs afin de fournir un retour coordonné aux autorités de gestion et de les aider à améliorer les contrôles. Un rapport sur les constatations des audits de la Commission portant sur les périodes de programmation 2007-2013 et 2014-2020 sera bientôt disponible. Il permettra aux autorités de gestion d'avoir connaissance des erreurs récurrentes, de partager les enseignements tirés et les bonnes pratiques et d'appliquer des normes professionnelles cohérentes.

Quelle est l'expérience la plus enrichissante que vous ayez vécue récemment en ce qui concerne les échanges entre les autorités d'audit de la Commission et des États membres?

Donner l'assurance d'une enveloppe financière aussi importante que celle allouée par le Fonds européen de développement régional et le Fonds de cohésion, au moyen d'une gestion partagée avec quelque 300 programmes mis en

œuvre en Europe concernant les fonds de la DG REGIO, est un exercice aussi captivant que complexe et délicat. En fait, la DG REGIO ne dispose pas d'autant d'auditeurs. Nos principaux pourvoyeurs d'assurance sont les centaines d'auditeurs rattachés à quelque 80 autorités d'audit dans les États membres. J'estime qu'une bonne communication quotidienne et de la transparence avec les collègues au sein des autorités d'audit sont primordiales. Notre rôle consiste à superviser les travaux d'audit réalisés par nos partenaires d'audit et de veiller à l'application effective de normes élevées tout en témoignant de notre appréciation critique de la contribution des auditeurs nationaux et régionaux à l'assurance et à la mise en œuvre conforme de la politique. Nous pouvons ainsi compter sur les autorités d'audit tout en conservant la responsabilité générale de l'exécution et de l'assurance du budget.

L'expérience la plus enrichissante que j'ai vécue est le contact professionnel avec les collègues des États membres. Confrontés à des difficultés incroyables, ils abattent un travail impressionnant dans des conditions difficiles. Grâce à la coopération et au soutien spécialisé des auditeurs de la DG REGIO, nous montrons que la Commission est une institution avec un visage. Derrière tous les conseils, instructions, remarques en matière d'interprétation, listes de contrôle et corrections, il y a des collègues à leur disposition pour les aider.

Quels conseils adresseriez-vous à la communauté de l'audit, en particulier dans le contexte des défis récents posés notamment par la COVID-19?

À l'heure actuelle, les auditeurs, à Bruxelles comme dans les États membres, sont soumis à des pressions particulières. On nous demande de faire preuve de flexibilité vis-à-vis des restrictions de travail et de déplacements imposées et de tenir compte des difficultés auxquelles les États membres et les autorités chargées des programmes sont confrontés. Ce faisant, nous ne pouvons remettre en cause l'obligation cardinale de respecter les règles et le droit. Dès que

la crise sera passée, voire avant, l'autorité budgétaire exigera l'assurance que tous les fonds, notamment ceux alloués dans le cadre de l'Initiative d'investissement en réponse au coronavirus, ont été utilisés aux fins prévues et dans le respect de toutes les obligations légales applicables. Si cet aspect est un défi pour nous, il l'est davantage pour les auditeurs des États membres dans la mesure où ils évoluent encore plus près de la mise en œuvre. L'augmentation à venir du financement en faveur de la réparation et du redressement de nos sociétés et de nos économies proposée par la Commission fera, elle aussi, peser une charge supplémentaire sur la mise en œuvre et donnera certainement lieu à des nouveaux types de risques inhérents.

C'est la raison pour laquelle j'invite mes collègues de la communauté de l'audit à réexaminer la manière d'améliorer l'efficacité, afin de contribuer à l'élimination de la surréglementation et des formalités administratives inutiles en donnant des conseils aux autorités chargées des programmes sur la conception d'options simplifiées en matière de coûts de grande ampleur. La communauté de l'audit devrait poursuivre ses travaux d'audit professionnel en accord avec nos normes élevées communes afin de donner confiance aux citoyens européens et aux parties prenantes dans la mise en œuvre efficace et conforme des fonds tant nécessaires à la reprise de nos économies et à la convergence de nos territoires.

Quel est le plus grand défi en matière d'assurance pour la période 2021-2027?

La communauté de l'audit des Fonds ESI doit poursuivre la mise en œuvre de normes d'assurance élevées tout en appliquant le plus haut degré de simplification et proportionnalité possible afin d'alléger la charge liée aux contrôles pour les autorités et les bénéficiaires des programmes. ■

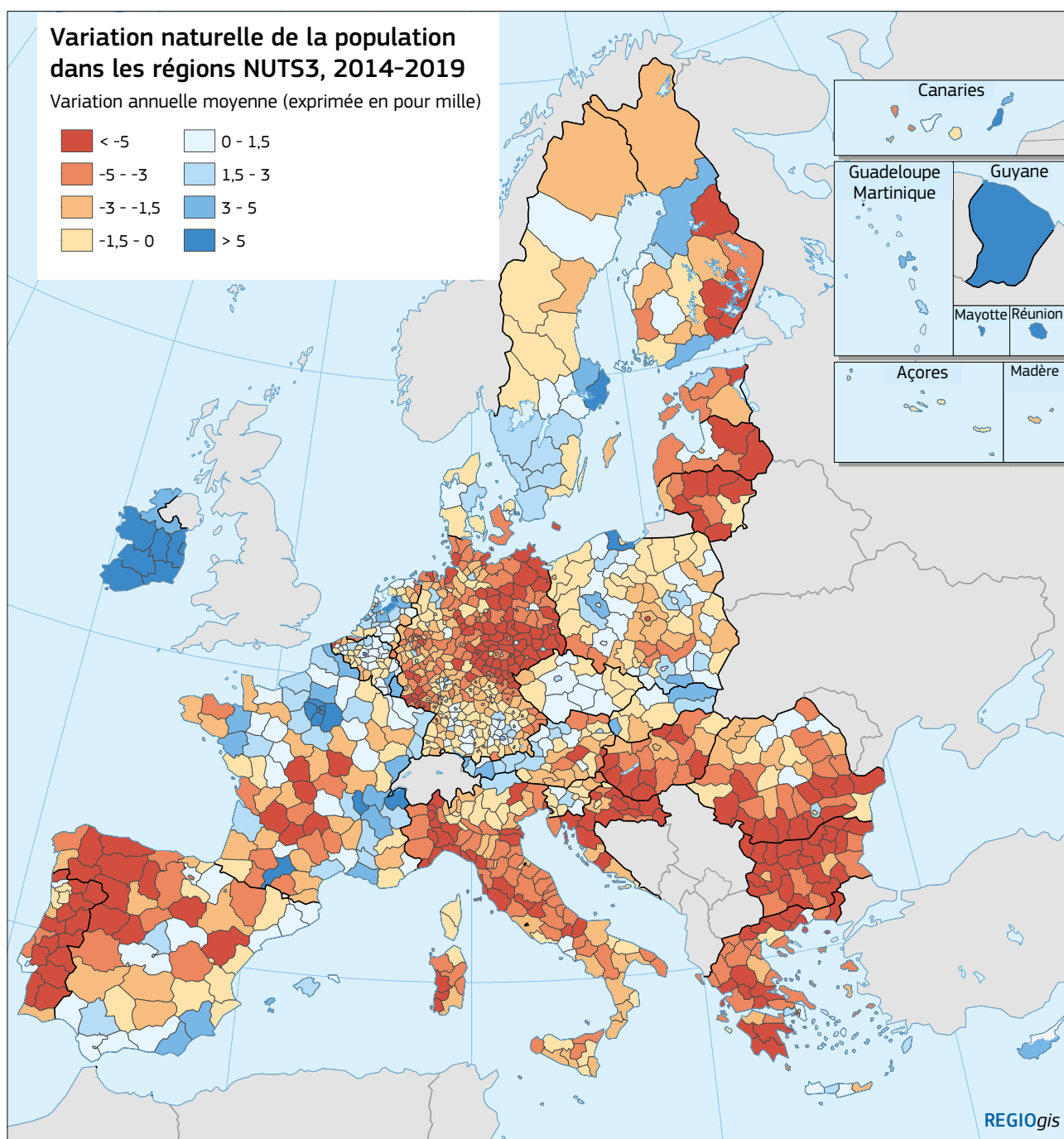
POUR EN SAVOIR PLUS

<https://europa.eu/lrP39yg>

Les mouvements de population au sein de l'UE et entre les régions

Ces deux cartes présentent les deux facteurs d'évolution de la population régionale. La première montre une évolution naturelle, qui était négative à l'échelle de l'UE. Le nombre de décès dans l'UE était supérieur de 1,2 million à celui des naissances au cours de la période 2014-2019. Au cours de cette même période de cinq ans, trois régions sur quatre ont connu une variation naturelle négative. Les régions rurales ont été les plus touchées, affichant une variation naturelle annuelle

moyenne de -2,3 pour mille, contre -1,2 pour les régions intermédiaires et 1,0 pour les régions urbaines. Cependant, le taux de variation naturelle négative enregistré dans les régions rurales ne s'explique pas par un taux de fécondité plus faible – les régions rurales ont en réalité un taux de fécondité légèrement plus élevé. La population des régions rurales est légèrement plus âgée et le nombre de femmes en âge de procréer y est moindre que celui des hommes du même âge.

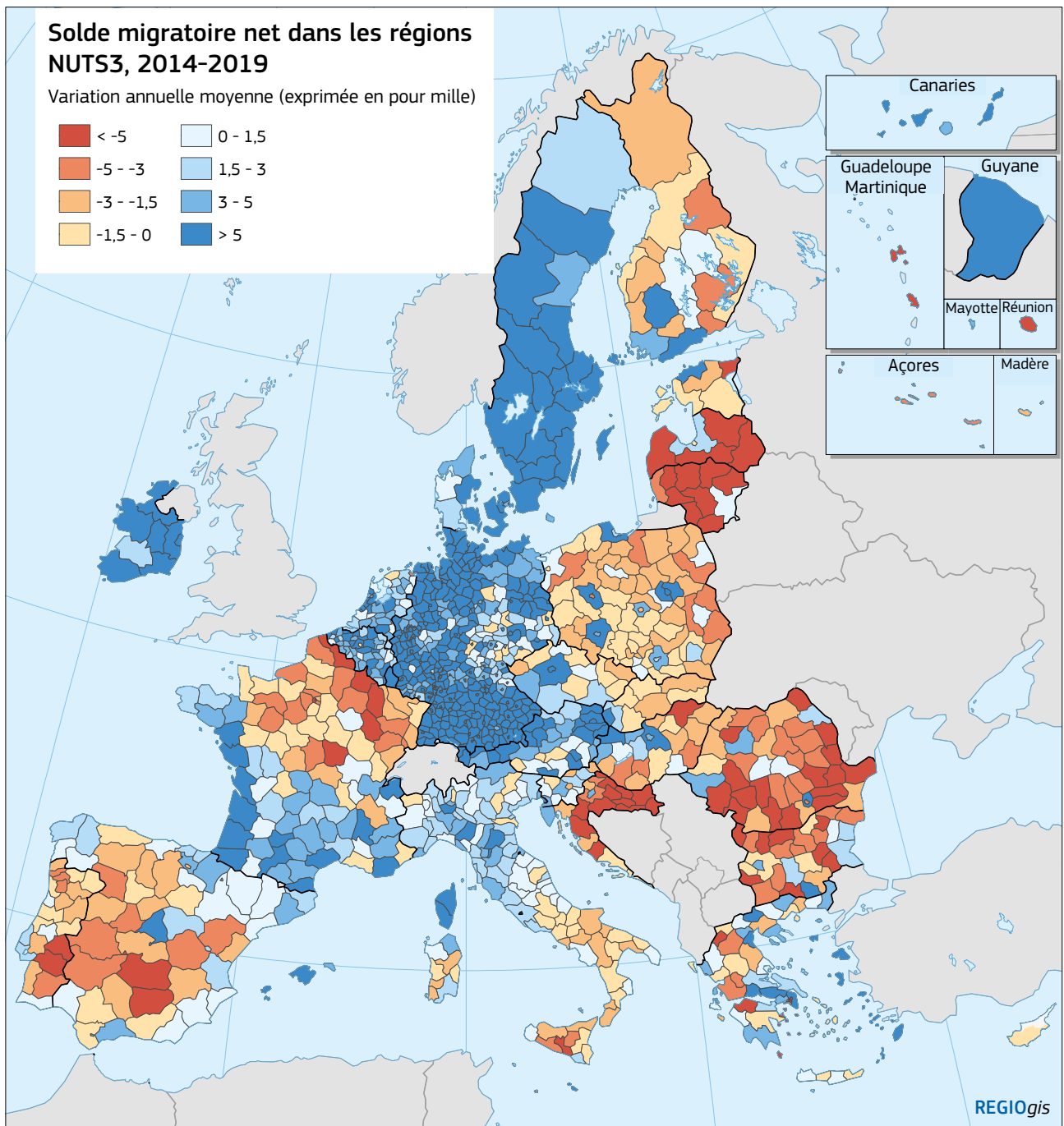


Variation entre le 1/1/2014 et le 1/1/2019

Source: DG REGIO, sur la base des données d'Eurostat (demo_r_gind3)

Le solde migratoire net est plus positif au niveau de l'UE. Au cours de la période 2014-2019, l'UE a enregistré une augmentation de sa population de 5 millions de personnes, imputable au solde migratoire. Ce chiffre comprend les réfugiés qui sont restés dans l'UE après la crise de 2016. Le solde migratoire au niveau régional prend également en compte les mouvements entre régions au sein de l'UE ou d'un État membre. Contraire-

ment à l'accroissement naturel, le solde migratoire est positif dans les trois types de régions. Il est le plus élevé dans les régions urbaines, qui affichent un solde migratoire annuel net moyen de 3,4 pour mille, contre 2,3 pour les régions intermédiaires et 0,6 pour les régions rurales. Cela dit, dans deux régions sur cinq, le nombre de personnes quittant le territoire est plus élevé que celui des personnes entrant. ■



Accroissement entre le 1/1/2014 et le 1/1/2019

Source: DG REGIO, sur la base des données d'Eurostat (demo_r_gind3)

RENDRE LES ZONES URBAINES D'EUROPE CENTRALE PLUS VERTES

**INVESTISSEMENT TOTAL
2 391 300 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
2 005 050 EUR**

Le projet «Urban Green Belts» a proposé aux résidents et aux autorités locales de nouvelles manières de cogérer les espaces verts dans les villes de sept pays d'Europe centrale. L'environnement et la qualité de vie à l'échelon local se sont grandement améliorés grâce à cette initiative financée par le FEDER.

Les parcs, forêts et jardins publics sont les «poumons verts» des villes, petites et grandes. Ils offrent aux habitants un espace de relaxation en plein air et améliorent la biodiversité, la qualité de l'air, le niveau de bruit et l'attrait de leurs quartiers.

Un groupe rassemblant dix autorités publiques et organismes de recherche issus de sept pays d'Europe centrale a entrepris de trouver de nouveaux moyens d'atteindre ces objectifs souhaitables. Leurs recherches ont débouché sur la création du projet «Urban Green Belts» et d'un manuel de gouvernance intelligente, désormais disponible sur le site web du projet.

Stratégie intelligente

Au cours d'une période de trois ans, les partenaires ont étudié trois stratégies de gouvernance qui reposent sur la technologie intelligente et sur la coopération entre les parties prenantes et les autorités publiques.

La première s'est intéressée au potentiel de la géo-informatique. Les chercheurs ont élaboré un outil de planification intelligent qui exploite les données satellitaires pour éclairer les décisions des planificateurs régionaux en ce qui concerne l'utilisation des espaces verts et leur entretien et déterminer si ceux-ci sont durables ou rentables.

La deuxième stratégie était axée sur la participation des communautés. «Urban Green Belts» donne un aperçu des tech-

niques qui favorisent la création d'idées et de plans de gestion par les populations locales et stimule la sensibilisation de ces dernières, afin de soutenir le capital vert qui les entoure.

Enfin, le troisième élément, à savoir la gouvernance fondée sur la coopération, s'est penché sur les différents moyens de communication et de collaboration sur les espaces verts entre les parties prenantes et les services des autorités locales. Cette section comprenait un manuel de formation à l'intention des pouvoirs publics locaux.

Un impact durable

Les partenaires du projet ont mis à l'essai leurs stratégies dans le cadre de huit actions pilotes locales conçues de concert avec les autorités locales. Les idées ainsi générées ont influencé les plans d'action régionaux en faveur de l'écologie et de nombreuses initiatives demeurent en activité à l'issue du projet «Urban Green Belts».

Par exemple, un programme qui confiait aux résidents l'entretien de 26 espaces verts à Budapest, en Hongrie, a été étendu à d'autres sites de la ville. À Maribor, en Slovénie, la vision des parties prenantes en matière de rénovation d'un espace vert urbain est intégrée dans un plan de revitalisation local.

Les régions participant au projet ont également échangé des idées et des outils. La ville de Cracovie, en Pologne, cherche à développer son propre programme de gestion qu'elle confiera à ses habitants. Entre-temps, une application de collecte de données développée à Padoue, en Italie, a été adoptée par la ville de Zadar, en Croatie, pour élargir ses registres fonciers. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.interreg-central.eu/Content.Node/UGB.html>

PROJETS

UN DISPOSITIF DE MONITORAGE AMBULATOIRE HARMONISE LA PRISE EN CHARGE DES PATIENTS

**INVESTISSEMENT TOTAL
4 617 460 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
2 308 730 EUR**

Des scientifiques en Belgique et aux Pays-Bas ont créé un dispositif portable pour surveiller en temps réel les paramètres vitaux des patients hospitalisés. Financé par le FEDER et développé dans le cadre du projet transfrontalier «wearIT4health», le moniteur améliore le confort des patients hospitalisés et réduit la charge de travail des infirmières et des médecins afin qu'ils puissent se consacrer pleinement aux soins des patients.

Ce petit dispositif sans fil améliore la surveillance et le suivi des patients hospitalisés qui ne sont pas sous surveillance constante aux urgences ou aux soins intensifs.

Les patients hospitalisés sont souvent reliés à une toute une série d'appareils qui surveillent un signe vital différent. Le dispositif wearIT4health mesure cinq paramètres vitaux à la fois, à savoir la fréquence cardiaque, la saturation en oxygène, la fréquence respiratoire, la variation de la pression artérielle et la température corporelle. Ces données collectées sont intégrées directement au dossier du patient à l'hôpital.

Portable et sans fil, il est plus confortable et plus pratique que les dispositifs de surveillance traditionnels. Le personnel médical peut transférer des patients d'un service à l'autre sans avoir à débrancher et rebrancher des appareils. Les patients jouissent d'une plus grande liberté de mouvement dans l'hôpital tout en faisant l'objet d'une surveillance constante en toute sécurité.

Soutenir le personnel médical

Son côté pratique concerne également la tenue des dossiers. Le dispositif simplifie la collecte, l'enregistrement et l'analyse des données des patients.

Les infirmières n'ont plus besoin d'enregistrer des données provenant de plusieurs appareils différents tout au long de la journée, ce qui leur donne plus de temps pour effectuer les soins et les tâches médicales. Les médecins peuvent rapidement consulter les données dans le dossier médical électro-

nique, y ajouter des commentaires ou modifier le fichier pour conserver uniquement les données essentielles.

Les fonctionnalités de traitement organisent les données pour aider l'équipe médicale à prendre la décision la plus adéquate pour le patient. Le dispositif calcule un score d'alerte précoce (EWS pour early-warning score) à partir des données recueillies afin d'alerter les médecins en cas de problème. Un système d'alerte prédictif plus avancé est en cours de développement et permettra de signaler les situations de risques graves comme les crises cardiaques.

Collaboration commerciale

Le dispositif wearIT4health a été conçu pour être compatible avec l'infrastructure informatique de différents hôpitaux de la région Euregio Meuse-Rhin, à cheval sur la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne.

Le système a été créé par des hôpitaux et des fournisseurs de technologies de la région, tandis que ses caractéristiques ont été approuvées par des médecins et des infirmières afin de s'assurer qu'il répond à leurs attentes. Des experts médicaux, commerciaux et juridiques ont également prodigué des conseils à l'équipe du projet.

Après avoir fait l'objet de tests en laboratoire visant à assurer sa sûreté et son respect des normes médicales, le dispositif a été testé sur une soixantaine de patients dans différents hôpitaux de la région Meuse-Rhin.

Dès que les partenaires de wearIT4health estimeront que le prototype est au point, ils transféreront la technologie à une entreprise qui sera chargée de mener à bien le développement final du produit en vue de sa production et commercialisation. Les PME et les bureaux de transfert de technologie de la région transfrontalière contribuent à assurer une transition sans heurt vers la commercialisation du produit et une meilleure prise en charge des patients. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.wearit4health.com/>



PROJETS

L'IRLANDE ET L'IRLANDE DU NORD FONT DES PROGRÈS SUR LE PLAN DE L'ÉGALITÉ

**INVESTISSEMENT TOTAL
1 453 220 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
1 235 240 EUR**

Les femmes de part et d'autre de la frontière irlandaise ont assumé des rôles de premier plan dans leur communauté respective grâce à un projet de consolidation de la paix financé par l'UE.

L'Irlande du Nord et les comtés frontaliers d'Irlande ont été le théâtre de conflits historiques des années durant. En favorisant l'autonomisation des femmes des deux régions, le projet Next Chapter entendait lutter contre l'inégalité entre les genres et contribuer aux efforts de paix et de réconciliation.

Le projet a mis en place dix centres dans lesquels les femmes de la région peuvent se rencontrer régulièrement. La plupart des centres étaient situés en Irlande du Nord, mais les villes irlandaises non loin de la frontière, comme Letterkenny et Cavan, étaient également représentées.

Au total, environ 310 femmes d'âges et d'horizons différents participaient à ces rencontres mensuelles. Les différentes antennes organisaient également des événements de mise en réseau afin que leurs membres puissent se rencontrer et apprendre des intervenants invités.

Chaque antenne a développé un projet communautaire qui visait à améliorer l'égalité, la paix et la réconciliation. Les membres de l'antenne de Louth, en Irlande, ont réalisé une analyse des besoins des femmes locales et ont publié un rapport sur les obstacles qu'elles doivent surmonter. À Newtownabbey, le projet communautaire s'articulait autour d'une fresque murale qui se voulait une source d'inspiration pour le quartier en évoquant son passé, son présent et son avenir.

Les antennes étaient gérées de manière indépendante par les femmes elles-mêmes, leurs membres élisant leur présidente, leur secrétaire et leur trésorière. Les équipes ont ensuite recruté et encadré de nouveaux membres afin qu'elles prennent la relève.

Une source d'inspiration

Chaque antenne a accueilli une formation qui visait à aider ses membres à participer aux processus décisionnels des sphères publique et politique. Les sessions étaient axées sur l'acquisition de compétences relatives aux allocutions publiques et au leadership, au développement de carrière, à la gestion des conflits et à la diversité culturelle. Par ailleurs, les participantes en ont appris davantage sur le processus d'élaboration des lois, au nord comme au sud de la frontière.

Les membres des différentes antennes ont également pu bénéficier d'un encadrement individuel. Plus de 670 séances de coaching ont été dispensées à 167 femmes.

En outre, le projet a également aidé les femmes à se lancer en politique et à rencontrer des figures politiques d'Irlande et d'Irlande du Nord. Plus de 80 femmes ont participé à des visites guidées au Dáil Éireann (Assemblée d'Irlande) et à l'Assemblée d'Irlande du Nord (Stormont).

À ce jour, neuf participantes sont entrées en politique et 14 ont trouvé un poste au sein d'institutions publiques, comme des écoles et des ONG. En outre, leurs contributions ont permis de réaliser des progrès sur le plan de la cohésion sociale et de l'inclusion. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.thenextchapter.eu/>

PROGRAMME

5-22 OCTOBRE

Bruxelles (BE)

18^e Semaine européenne des régions et des villes

12-13 OCTOBRE

Bruxelles (BE)

Forum 2020 des régions ultrapériphériques «Ensemble pour un avenir durable»

AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne ni quiconque agissant en son nom ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2020

Version imprimée: ISSN 1608-3903 KN-LR-20-002-FR-C

PDF: ISSN 1725-8316 KN-LR-20-002-FR-N

© Union européenne, 2020

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique relative à la réutilisation de documents de la Commission européenne est réglementée par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents qui ne bénéficie pas de la protection d'un droit d'auteur européen est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.

Printed by Bietlot in Belgium

Ce magazine est imprimé en allemand, anglais, bulgare, espagnol, français, grec, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en juillet 2020.

PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: © Région de l'Émilie-Romagne

Page 3: © Union européenne

Page 6: © iStock/sturti

Page 7: à gauche © La voivodie de Łódź; à droite © iStock/triloks

Page 8: En haut © iStock/mediamasmedia; En bas © iStock/AndreyPopov

Page 9: © iStock/Pgallery

Page 10: © iStock/PatrikSlezak

Page 11: © Science for Environment Foundation

Page 13: © Nova Gorica/Šempeter-Vrtojba

Page 19: © iStock/kjekol

Page 20: © iStock/FabioFilzi

Page 21: © iStock/gilaxia

Page 22: En haut © iStock/sanddebeauthell

Page 23: © iStock/Joannatkaczuk

Page 23: © iStock/scyther5

Page 24: © Union européenne/Nuno Rodrigues

Page 25: © Union européenne

Page 26: © iStock/emmedici

Page 27: © iStock/gerenme

Page 30: © Région de l'Émilie-Romagne

Pages 32, 33, 34, 35: © Région de l'Émilie-Romagne

Page 36: 01 © María Vázquez Ruiz de Ocenda; 02 © VVT

(Transport Association of Tyrol Ltd.); 03 © Croatia Medfest;

04 © Emilio Norali; 05 © Carlos López Gálvez;

06 © Gorreana Tea Factory ; 07 © Jan Rusek

Page 37: 08 © TecnOlive project; 09 © Erasmus+ Glean;

10 © Municipalité de Sobral de Monte Agraço;

11 © Olga Smirnova; 12 © Medtech 4Europe

Page 39: © Eurocities

Page 40: © Union européenne

Page 44: © iStock/RomanBabakin

Page 45: © iStock/D-Keine

Page 46: © iStock/izusek

RESTEZ CONNECTÉ



ec.europa.eu/regional_policy
cohesiondata.ec.europa.eu



@EUinmyRegion



EUinmyRegion



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/euregional)



EUinmyRegion



[euinmyregion](https://www.instagram.com/euinmyregion)



ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/ferreira_en
[@ElisaFerreiraEC](https://twitter.com/ElisaFerreiraEC)



Office des publications
de l'Union européenne

Commission européenne
Direction générale de la politique régionale et urbaine
Communication – Agnès Monfret
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles
Courriel: regio-panorama@ec.europa.eu